

GUERRE A LA GUERRE A LA A LA A A LA A LA A

Perspectives anarchistes et internationalistes

Numéro 2 - Juin 2022



À bas les armées ! p.2 ● Pas de paix avec l'existant qui ne connaît pas la paix ! p.3 ● Des idées pour la récréation ? p.6 ● Bref aperçu de la résistance à la guerre en Russie et en Ukraine p.8 ● Desertores p.12 ● Le bombardement des esprits p.13 ● Les grains de sable ne viennent pas tous du Sahara p.14 ● Emprise atomique p.15 ● La guerre bout par bout p.16 ● Mener notre guerre p.18 ● Soutenez les travailleurs en grève de Thalès : envoyez-leur des sandwiches à la merde ! p.19 ● Économie de guerre p.20 ● Pas de guerre, mais la guerre de classe : contre l'État, le nationalisme et la guerre inter-impérialiste en Ukraine p.21 ● Apocalypse ou insurrection. Ne pas adhérer et saboter (Espace, économie de guerre, réarmement) p.28 ● Introduction à la cartographie de l'industrie locale de l'armement et de ses points faibles p.34

À BAS LES ARMÉES !

Un acte de violence.

Voilà comment a été qualifié ce qu'il s'est passé à Taranto il y a quelques jours quand, au passage d'une frégate de la Marine militaire, des insultes et des pierres ont volé vers elle. Que dire ? Nous ne pouvons qu'être d'accord... C'est un acte d'une violence inouïe qu'une frégate lance-missiles, qu'une unité d'intervention militaire, par ailleurs baptisée en l'honneur des carabiniers, puisse rentrer dans une importante base de l'Otan, de retour d'une mission, en grande pompe et avec la troupe alignée sur le pont. Ce sont des images qui font mal au cœur.

Heureusement ce jour-là, dans les alentours du pont tournant, quelques ennemis du militarisme étaient présents, qui ont exprimé tout leur mépris vis-à-vis de ce spectacle si violent et répugnant. Leurs cris et leurs insultes lancés contre les militaires ont rompu le silence assourdissant et complice de ceux qui se limitaient à profiter du spectacle, et les pierres lancées contre la frégate ont tenté de déchirer la zone grise du collaborationnisme tacite de ceux qui n'ont jamais le courage d'appeler les choses par leur nom.

Faire peser le choix de son antimilitarisme – particulièrement en cette période de propagande belliciste, passée du covid à la guerre sans solution de continuité – est le signe d'une tension éthique particulièrement appréciable. Si la presse et l'ensemble de la politique nationale se sont

dépêchés de présenter hâtivement les manifestants comme des pacifistes et à condamner leur geste, nous pensons que hurler « Assassins ! » à des militaires, abstraction faite des contingences historiques, est une vérité pure et simple. Démasquer le rôle des mots, qui voudraient que les soldats soient des « porteurs de paix », est le premier acte simple à accomplir, pour ne pas tomber toujours dans une réalité qui voudrait nous faire croire que, à la tombée de la nuit, toutes les vaches sont grises...

Depuis toujours, et pour toujours, le travail – sale – que les soldats sont appelés à accomplir est celui de faire la guerre et donc de tuer, et pour cela ils accomplissent des entraînements spécifiques et sont payés. Seule la propagande qui brouille les esprits et la perte de sens de la langue peuvent faire oublier certaines banalités élémentaires, tout comme seule la mémoire sélective peut oublier, par exemple, que les deux marins Latorre et Girone, qui ont tué deux pêcheurs indiens il y a quelques années, endossent le même uniforme que ceux des militaires présents sur la frégate « Carabiniere » et travaillent dans la même zone. Un double homicide que l'État italien a brillamment résolu il y a à peine quelques mois, en donnant plus d'un million d'euros aux familles des assassinés en échange de l'impunité.

L'actualité de derniers jours raconte l'histoire d'une armée russe brutale, prête à massacrer la population civile et à violer les femmes ; mais elle ne raconte pas que cette pratique qui appartient à toutes les armées du monde et que l'immonde pratique du viol en série et systématique des femmes, appartient à l'histoire de tous les conflits et, du Vietnam jusqu'à aujourd'hui – pour ne citer que les massacres les plus proches dans le temps – elle a été largement documentée. Une actualité non pas écrite avec le stylo, mais avec la baïonnette, qui ne parle pas de la pratique de la torture comme un système scientifique appliqué consciemment par toute armée, formée à le faire par son État, comme l'ont fait les parachutistes italiens en Somalie ou les militaires états-unis à Abou Ghraïb.

En vertu de cela, nous ne pouvons que nous sentir aux côtés des anonymes contestataires de Tarento dont la Digos est désormais en train de chercher à donner un nom pour les accuser d'« outrage aux forces armées ». Délit qui, s'il était avéré, ne serait qu'une affaire dont être fiers.



Bibliothèque anarchiste Disordine, 22 mars 2022

PAS DE PAIX AVEC L'EXISTANT QUI NE CONNAIT PAS LA PAIX !

La guerre est horrible. Elle l'a toujours été. Il y a juste beaucoup de gens qui se sont laissés raconter des contes par la propagande de guerre de leurs propres gouvernements. De « maintien de la paix », d'interventions militaires dans des « régions fragiles », des coups contre de prétendus terroristes, de guerres technologiques sans « victimes civiles ». Des histoires de la guerre contre les méchants, sans sang ni misère. Depuis l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe le 24 février 2022, on se souvient de ce que signifie réellement la guerre : des morts, des blessés, des gens qui fuient. La panique dans les yeux des adultes, qui se demandent ce que le lendemain leur apportera, et des enfants qui ne comprennent pas la situation et qui sont pourtant assis sur les valises.

On pourrait commencer à expliquer la guerre actuelle en termes géopolitiques et politiques. Discuté, si la Russie entame une fuite en avant avec cette guerre, car les puissances occidentales (Etats-Unis, UE, OTAN) tentent de la repousser hors de la mer Noire ; ou, si l'État russe veut s'établir comme force globale sur le marché et s'accommode ainsi de centaines de milliers de victimes ; si Poutine met sans scrupule en péril la « paix » entre les puissances mondiales parce qu'il remet en question de manière offensive l'hégémonie américaine (qui s'effrite depuis des décennies) ; ou encore si la guerre ukrainienne est une expression de la restructuration de l'ordre mondial et provoque une guerre mondiale ? Cependant, toutes ces explications et d'autres explications de la guerre en Ukraine ne peuvent pas masquer le fait que l'essence de la guerre réside dans l'État et le système capitaliste lui-même. Le pouvoir ne connaît que la paix sociale et la paix du marché. Une paix hypocrite. C'est la paix du cimetière, dans lequel se trouvent tous les cadavres produits par le pouvoir !

La guerre en Ukraine est l'expression de différents intérêts capitalistes qui sont en concurrence les uns avec les autres. Il s'agit de la position des États nationaux sur le marché global. Il s'agit d'obtenir des avantages économiques par la conquête de marchés, le développement d'infrastructures, un accès plus direct aux ressources et leur contrôle. On peut donc se poser la question des intérêts de la Russie, des Etats-Unis, des Etats européens et des organisations supra-étatiques. Même si l'État russe mène cette guerre de manière agressive, aucun État n'est prêt à mettre en péril sa position économique pour la paix (en Ukraine). Pas la Chine, l'Europe moins que quiconque et probablement un peu plus les Etats-Unis (en raison de l'effondrement de leur ancienne position hégémonique et de leur éloignement du champ de bataille). Toutes les puissances économiques étatiques (y compris l'Inde et la Turquie, par exemple)

s'efforcent de limiter les « dommages collatéraux » sans mettre en péril leur propre position économique. L'Europe a hésité à fournir une aide militaire à l'Ukraine et même cette aide a été minutieusement évaluée. Parallèlement, tous les États peuvent profiter de cette « opportunité » pour se renforcer militairement. « Au mieux », des sanctions sont imposées à la Russie. Cependant, la guerre en Ukraine (et ce depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014) montre que l'économie mondiale est si complexe que les sanctions contre la Russie touchent toujours sa propre économie. On ne peut que considérer les sanctions comme hypocrites. Notamment en ce qui concerne la dépendance énergétique de l'UE vis-à-vis de la Russie : à ce jour, « la guerre de Poutine » génère 750 millions par jour de l'UE pour le pétrole et le gaz. En contrepartie, l'État russe lui-même menace d'arrêter ses exportations, ce qui entraînerait une crise énergétique (car la Russie est en outre le deuxième producteur d'aluminium et de gaz et le troisième producteur de nickel et de pétrole). Il n'est pas nécessaire de se demander deux fois à qui profite l'augmentation du prix de ces matières premières. Déjà en 2014, après la sanction de la Russie suite à l'annexion de la Crimée, la Russie a conclu simultanément avec la Chine un contrat historique de livraison de gaz sur 30 ans pour un montant de 400 milliards.

Un embargo par des pays occidentaux ne peut rester que des paroles en l'air. Même l'économiste en chef de la Commerzbank déclare : « Les gouvernements occidentaux n'étaient et ne sont pas prêts à risquer une crise énergétique ». L'importance de l'économie dans la guerre se manifeste également par le fait que, pendant que des maisons sont bombardées, que des laboratoires chimiques deviennent des cibles militaires et que les civils ne peuvent pas fuir en toute sécurité des villes encerclées par l'armée russe, les pipelines de gaz (qui vont de la Russie à l'Europe en passant par l'Ukraine) sont délibérément épargnés par la guerre. Même l'exclusion radicale de la Russie du SWIFT reste des paroles en l'air (et ne peut rester que des paroles en l'air). L'exclusion mentionne certes un certain nombre de banques russes, mais pas les banques centrales russes comme la Sberbank et la Gazprombank. Il est donc toujours possible de faire des affaires relativement facilement avec le gaz et le pétrole russes. Le capital est international et ne connaît pas de frontières. Il en va de même pour l'industrie de l'armement qui, selon les lois du marché, fournit également des armes, des drones, des panzers et de l'équipement de technologie militaire à l'ennemi ultérieur. Les sanctions actuelles sont uniquement évaluées en fonction du fait qu'elles créent une image humanitaire et libérale de l'Occident et qu'elles ne mettent pas en danger les propres intérêts économiques. Même si la bourgeoisie russe est sanctionnée, cela reste dans un cadre qui est pesé.

Les oligarques dont on parle tant ont de bonnes relations internationales et sont des acteurs importants de l'industrie et du marché internationaux. Les sanctions visent les biens des oligarques russes, mais pas leur capital, car leur capital est lié à des entreprises globales. La guerre n'est pas en dehors des conditions capitalistes, mais en plein milieu, et les affaires continuent, pendant que des gens meurent en Ukraine.

Pourquoi la guerre existe-t-elle ? Pourquoi les conventions et les États peuvent-ils se mettre d'accord sur ce qui est interdit dans la guerre, mais pas sur le fait que la guerre est interdite ? Il semble cynique de dire que la bombe atomique devrait empêcher les guerres ou une autre guerre mondiale. Les facteurs économiques peuvent rendre la guerre explicable, mais seulement jusqu'à un certain point. Certes, le marché lui-même produit toujours des victimes ou des situations dans lesquelles un investissement ne vise qu'à éliminer la concurrence directe. Ou encore, l'accumulation globale de capital produit elle-même régulièrement des crises qui peuvent se transformer en guerres. Pourtant, toutes les argumentations économiques ou même matérialistes-historiques omettent le rôle de l'État (et surtout son rôle historique de volonté de puissance). En bref, la guerre ne s'explique pas exclusivement par des aspects économiques.

Le caractère essentiel de l'État est sa « volonté de puissance ». L'État moderne, tel que nous le connaissons aujourd'hui, trouve son origine dans la guerre et elle est toujours restée essentielle, qu'un État soit dictatorial ou démocratique. C'est l'état qui est responsable des massacres et des meurtres de masse les plus horribles. Et ce, non pas par la cupidité d'individus particuliers, mais par une volonté structurelle de domination. L'histoire de l'État est celle de la soumission, de la force et de la guerre. L'État est l'organisation du pouvoir sur l'homme. Le produit de cela est le citoyen, un sujet sans volonté. Dans ce sens, la guerre n'est vraiment qu'un prolongement de la politique. Les plus grandes victimes de la guerre entre États sont toujours les hommes (comme aujourd'hui dans la guerre en Ukraine, les hommes qui vivaient ou vivent là-bas). Aucune autre situation que la guerre ne fait prendre conscience que l'on n'est qu'un sujet (en temps de paix, on en est probablement moins conscient). On est victime de la politique, victime de négociations autour d'intérêts de pouvoir. D'un autre côté, les sanctions décidées touchent indifféremment la population russe, qu'elle soit en Russie ou à l'étranger (car elle ne peut plus retirer d'argent à l'étranger, les sportives russes sont exclues des compétitions, etc.) Car comme nous l'avons dit, en tant que citoyens, ils sont des objets sans volonté et sont traités comme tels par les autres États. Même sur place, lorsque des gens ont fui l'Ukraine, des personnes ont été contrôlées et bloquées à la frontière, selon des critères racistes. Comme nous l'avons déjà dit, la guerre n'a pas lieu en dehors des conditions existantes.

La guerre est aussi toujours une politique intérieure. Historiquement, la guerre garantit presque toujours la domination du chef d'État. Alors que la popularité de Poutine était au plus bas depuis dix ans à la fin de l'année 2013, elle est remontée en flèche en février et mars 2014 avec l'annexion de la Crimée. Début 2022, la popularité de Poutine était à nouveau très basse (presque au même niveau qu'en 2013) et semble, pour autant que l'on puisse en juger aujourd'hui, être en hausse (même si elle est moins élevée qu'en 2014). L'attaque militaire vers l'extérieur va de pair avec l'offensive « intérieure » pour l'uniformisation (et la répression contre tout et tous ceux qui dérangent la tonalité nationale). A cet égard, l'État, et en l'occurrence Poutine en tant que principal acteur étatique, jouent un rôle élémentaire dans la guerre et ne se contentent pas de faire de la figuration dans le spectacle économique. L'action de Poutine est l'expression de la volonté de puissance de l'État. Le pouvoir est le véritable problème et doit être détruit au lieu d'être pris en charge. Tous les États sont en concurrence permanente pour le pouvoir. C'est pourquoi les États s'arment en temps de paix. Chaque État institutionnalise la violence (militaire) et comporte toujours une menace de guerre. La diplomatie ne sert qu'à masquer le fait que les États sont constamment prêts à la guerre.

Si l'on pense la paix uniquement à l'intérieur de ce qui existe, cela brouille le terme. La paix devient simplement la situation où il n'y a pas de guerre. Mais la guerre n'est-elle pas planifiée en temps de paix ? Chaque État est-il non seulement toujours prêt à faire la guerre, mais aussi en état de « guerre » permanent contre sa propre population ? Est-ce qu'il n'y a pas en permanence une guerre sociale, afin que le peuple se soumette aux contraintes hégémoniques, au travail et à la domination ? Accepte-t-on la paix, uniquement comme une paix sociale, dans laquelle les conditions d'exploitation et de propriété ne sont pas attaquées ? N'est-ce pas simplement une paix du pouvoir ?

La guerre est d'un côté un conflit capitaliste et interétatique, d'autre côté, elle est une manifestation de la volonté de maintenir le pouvoir. On ne peut pas comprendre la guerre en Ukraine sans se retourner vers l'année 2013/2014. A l'époque, des personnes étaient sorties dans les rues de différentes villes ukrainiennes pour protester contre les autorités. Les États européens ont tenté de vendre les images de Kiev de manière que les habitants y réclament plus de démocratie et de proximité envers l'UE. Leur argumentation était que les protestations de Maïdan avaient pris leur départ parce que le gouvernement ukrainien avait pour l'instant refusé de signer un rapprochement avec l'UE. Parallèlement, des personnes souhaitant devenir indépendantes de Kiev sont descendues dans les villes du sud et de l'est de l'Ukraine. La Russie en a profité à l'époque et en profite encore aujourd'hui pour renforcer son influence dans cette région (riche en ressources). Les raisons de l'échec des insurrections restent à discuter ailleurs. A Kiev, des cadres nazis militants se sont battus

pour prendre la tête des manifestations, un nationalisme naissant a pacifié la révolte sociale en niant les intérêts de classe opposés (ceux des exploités et des exploités). Dans le Donbass, « leur révolution » a été récupérée par la bourgeoisie russe, alors que seul le caractère politique des républiques populaires autoproclamées a changé, les anciennes conditions d'exploitation sont restées en place. L'invasion russe du 24 février noie finalement le soulèvement dans le sang.

Et maintenant, que faire si l'on ne veut pas prendre parti dans une guerre entre États ? Si l'on est contre la guerre, mais aussi contre un faux semblant de paix ? La faiblesse d'une position antimilitariste se retrouve trop souvent dans le fait que l'on se laisse finalement rallier à un camp. Le mouvement pacifiste n'a jamais réussi à s'attaquer à la guerre dans son ensemble et est devenu, au pire, un jouet entre les puissances. Où étaient les protestations lorsque les armées russes (troupes d'OTSC) ont écrasé les révoltes sociales au Kazakhstan en janvier de cette année ? La paix n'est jamais que la paix du marché, la paix sociale, la paix du pouvoir. Si l'on est contre la guerre, on devrait s'opposer aux conditions qui reposent sur l'exploitation et l'oppression. La lutte contre l'attaque russe contre l'Ukraine ne doit pas être seulement symbolique, mais elle peut tenter de nommer clairement ceux qui en profitent (y compris et surtout ceux qui sont dans leur propre pays) et de s'y atta-

quer. Selon l'ancien slogan, toujours d'actualité, « la guerre commence ici », alors autant l'attaquer ici contre la guerre.

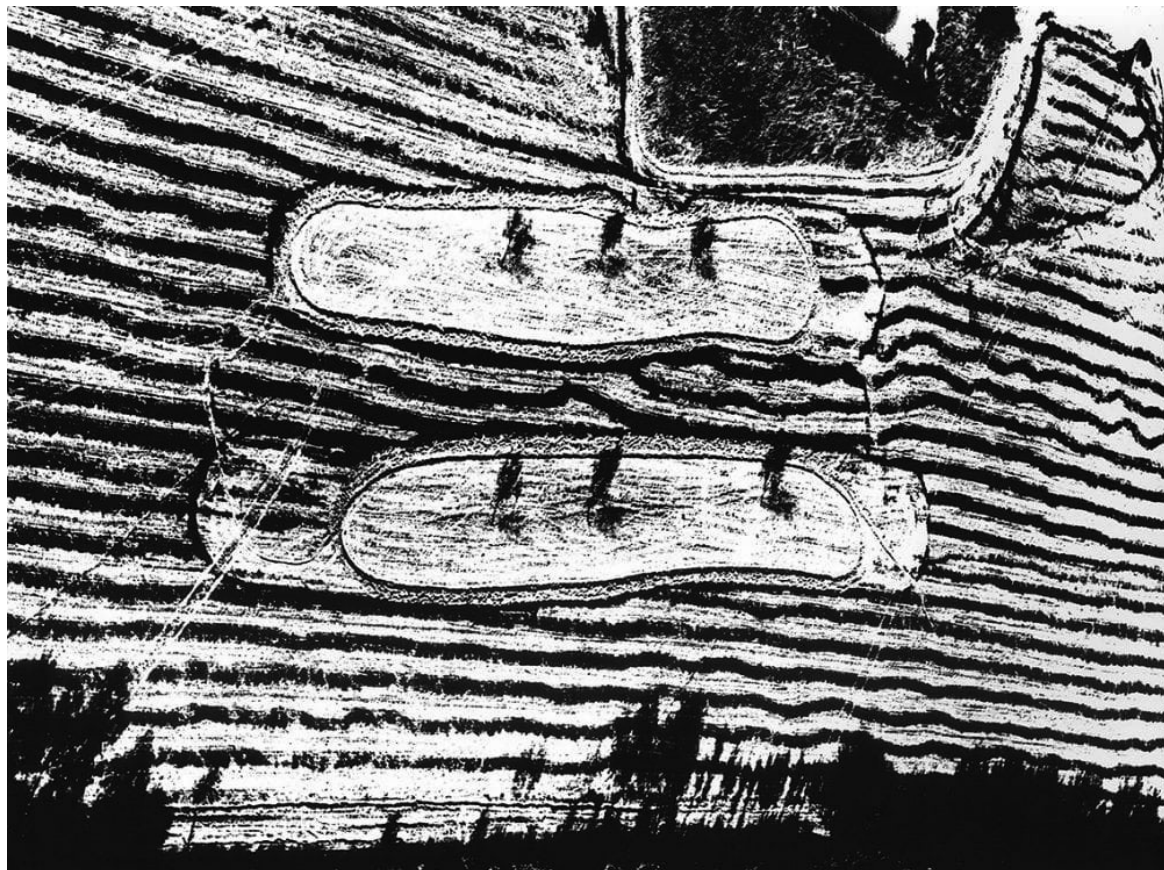
Les bombes, les ruines, la misère sont le résultat de l'existant. Le silence ne signifie pas la paix, car les rouages de l'exploitation et de l'oppression continuent de tourner.

Pas de paix avec l'existant !

Contre la guerre, contre la paix sociale!

Pour la révolution sociale.

Publié sur le blog *papiermaché*, le 2 avril 2022



DES IDÉES POUR LA RÉCRÉATION ?

Dans un article intitulé *Que faire ?*, le vieux Tolstoï soutenait qu'il devait vraiment y avoir dans le monde un très grand nombre de théories étranges en circulation pour que soit rentré dans le langage courant l'expression « cela est juste en théorie, mais dans la pratique... ». Si une chose est juste en théorie – disait l'écrivain russe – elle est aussi juste dans la pratique. Si au contraire elle est démentie par la pratique, cela signifie qu'elle n'était pas juste non plus en théorie.

Quelques années plus tard, le jeune Michelstaedter lui faisait écho : « Mais les hommes disent : “Admettons cela, mais *en attendant*, en attendant il faut bien vivre” – “ *En attendant !* ” En attendant qu'il se produise quoi ? ».

Nous ne sommes pas anarchistes parce que nous aimons avoir l'esprit de contradiction. Nous sommes anarchistes parce que la théorie anarchiste de l'État et du pouvoir a toujours résisté à l'épreuve de l'histoire. Il n'est pas possible de transformer la société dans un sens libertaire et égalitaire à travers les institutions du capitalisme et du gouvernement ; tout usage « temporaire » de méthodes autoritaires déforme les fins avec lesquels on cherche à le justifier.

Certains disent qu'il y a des situations exceptionnelles qui imposent une dérogation à ses principes. En réalité, c'est justement dans les situations « exceptionnelles » – celles dans lesquelles il est plus difficile de s'orienter du point de vue théorique et pratique – que les principes

sont les plus nécessaires. Les principes révolutionnaires ne sont pas des constructions abstraites, mais un distillat historique d'idées, de valeurs et de méthodes, une boussole d'autant plus précieuse quand la tempête historique confond le paysage et l'horizon. Et une théorie qui ne contemple pas les situations exceptionnelles – c'est-à-dire justement ces contextes dans lesquels le pouvoir agit à découvert – est une théorie qui ne sert pas à grand-chose. Que pouvons-nous faire, en effet, d'une théorie valide uniquement pendant la récréation, à mettre de côté dès que la véritable leçon commence ?

La critique radicale de la technoscience devient fondamentale précisément quand les « scientifiques » sont au pouvoir. Ne pas envisager que l'appareil technoscientifique s'étende grâce aux Crises et déclare toujours agir « dans une bonne intention » – envoyant en reconnaissance la médecine pour ouvrir la voie du contrôle et de la guerre aux vivants – est plutôt un défaut de cette critique, et absolument pas son démenti pratique. Ou peut-être attendions-nous que des biotechnologies arrivent et nous disent haut et fort, par exemple au journal télévisé, qu'elles travaillent à un nouvel eugénisme ?

Il en va de même pour le nationalisme et pour le militarisme. Vu qu'il est largement connu que certaines sirènes deviennent beaucoup plus persuasives quand l'ennemi est aux portes, il serait fort curieux de soutenir que lors d'une guerre il faut mettre de côté son antimilitarisme et son internationalisme. Un refus de la guerre qui ne vaut qu'en temps de paix serait, précisément, une idée pour la récréation.

Que faisons-nous d'une critique de la science à étaler quand la Science ne bouleverse pas de manière directe et brutale nos vies et celles d'autrui ? Que faisons-nous de l'opposition à la guerre si celle-ci devient inutile quand il tombe des bombes ?

Donnons un autre exemple. Refuser de participer aux élections n'est sans aucun doute pas un grand effort. Il en va tout autrement quand une masse d'insurgés t'accorde sa confiance et te demande à grands cris d'entrer dans un « gouvernement provisoire ». Bien évidemment tu te sens moins corrompible que les autres. Mais ta théorie, selon laquelle la question ce n'est pas la qualité morale des dirigeants, mais plutôt la structure même du gouvernement, révèle véritablement ce qu'elle vaut au moment où aller au gouvernement devient une possibilité concrète.

La nécessaire cohérence entre moyens et fins – que seul l'anarchisme a affirmée parmi les courants historiques du mouvement prolétarien – devient encore plus indispensable dans une époque où les moyens ont atteint une puissance inouïe, dont la nature toujours plus totalitaire se déploie aussi bien en temps de « paix » qu'en temps de « guerre ».

C'est justement parce que, au cours de ces deux dernières années de Crise, nous avons ressenti à



l'intérieur et à l'extérieur de nous à quel point pèse la force de la gravité sociale sur les choix et sur les discours de tous les jours, que nous pouvons imaginer dans quel tourbillon se trouvent actuellement les anarchistes en Ukraine.

Si leur dramatique « Que faire » mérite la plus fraternelle des attentions, nous ne pouvons pas nous taire sur certaines choses de fond, tout en sachant – sans qu'il y ait besoin que quelqu'un nous le rappelle – combien il est commode de parler loin des bombes. Mais précisément parce que certains débats deviennent presque impossibles quand la guerre est à la maison, les questions doivent être posées clairement là où on peut encore le faire. La population ukrainienne, par ailleurs, n'attendant certainement pas notre avis pour décider comment se comporter. Notre poids d'internationalistes est si léger que ce serait un comble de mettre sur la balance des idées erronées.

Collaborer avec l'État ukrainien contre l'invasion russe et chercher à se tailler – à l'intérieur de cette collaboration – une autonomie d'action est selon nous une grave erreur. Non seulement parce que l'on contribue ainsi à *continuer la guerre*, mais parce que l'on combat, bon gré mal gré, pour le compte de l'OTAN et du capitalisme occidental.

Comprenons-nous bien sur ce point. Loin de nous l'idée de nier la violence du régime russe. Nos compagnons russes torturés par les services secrets ou les révoltés kazakhs réprimés dans le sang par les soldats de Moscou nous rappellent ce que cela signifie de vivre sous ce talon de fer. Et il est normal qu'à ces latitudes le pouvoir de l'État russe soit ressenti plus directement que le bras long de l'impérialisme occidental. Tout comme il convient de rappeler qu'habitant des zones différentes de la Terre, face à l'oppression nous ne sommes jamais totalement contemporains les uns des autres.

Mais s'il y a un pays de l'Est où ce que représente le joug du Fond Monétaire International est plus que clair, tout comme ce que cela implique d'avoir les formateurs de l'OTAN chez soi, c'est bien l'Ukraine. Alors que quelques millions d'Ukrainiens – et surtout d'Ukrainiennes – ont émigré au cours de la dernière décennie pour fuir la misère, des milliers de néonazis ont été armés, préparés militairement par les USA puis intégrés dans l'armée ukrainienne. Que le régime de Poutine ait ses propres objectifs de puissance, cela est certain. Mais que les responsabilités majeures de la guerre en cours retombent sur l'impérialisme occidental – qui a utilisé l'Ukraine et sa population comme une zone de combat par procuration et comme de la chair à canon – est tout aussi vrai.

Un choix internationaliste cohérent, en Ukraine, implique aujourd'hui des positions assurément impopulaires : dénonciation des responsabilités de « son » État et du camp occidental, revendication de la paix à toutes les conditions (c'est-à-dire au détriment du gouvernement et de l'armée ukrainienne) oppositions à la loi martiale et à l'enrôlement forcé, soutien à tous ceux qui veulent fuir ; emploi de moyens de lutte et d'autodéfense face à l'armée occupante qui échappent

à la logique de guerre et des fronts, adoptables ensuite comme forme d'insubordination et de résistance contre la création d'un éventuel gouvernement fantoche de la part du Kremlin ; satisfaction des besoins liés à la survie à travers l'expropriation de ceux qui se sont enrichis avec la liquidation des richesses au capital occidental.

En quelques mots : paix avec l'ennemi de la nation pour approfondir la guerre contre l'ennemi de classe, contre lequel renverser la rage d'une population qui aujourd'hui se sent abandonnée par l'OTAN et par l'Occident.

Collaborer avec l'armée – et donc avec le gouvernement – ne signifie pas seulement se subordonner aux intérêts opposés aux siens et renforcer la clique de Zelensky ; cela ne signifie pas uniquement se faire écraser ou absorber par les écrasantes forces nationalistes et patriotiques, mais implique d'accepter des moyens de combats (drones lance-roquettes, missiles antichars etc.) qui en réponse provoquent d'autres bombardements, destructions de maisons, morts entre civils, risques de fuites de radiations nucléaires.

« La paix à n'importe quel prix » (y compris l'annexion russe des territoires du Donbass à la Mer Noire) ne signifie pas accepter passivement le talon de fer russe, mais plutôt lui répondre avec l'insubordination sociale (si nécessaire, avec la guérilla), en dehors du camp et de l'arsenal de l'OTAN, en coordination et en solidarité avec les luttes en Russie, en Biélorussie, au Kazakhstan et dans d'autres parties du monde, qui trouveraient dans ces protagonistes d'en bas un exemple à suivre contre les patrons de toutes les factions en guerre.

Poursuivre la défaite militaire de l'occupant, à l'inverse, implique un appel aux armes de l'OTAN, c'est-à-dire un scénario de guerre mondiale (potentiellement nucléaire) ; « faire payer à l'armée russe le compte le plus salé possible », cela signifie entraîner l'Ukraine dans une tragédie immense de destruction et de mort. Ce n'est certainement pas de cet héroïsme dont l'émancipation sociale a besoin.

Des propositions impopulaires ? Sans aucun doute.

Avec quelles forces mettre en œuvre un tel défaitisme ? Nous ne le savons pas.

Jamais les mots du poète n'ont eu autant de valeur que face aux catastrophes que ce monde est en train de nous servir :

Ne nous demande pas la formule qui puisse t'ouvrir des mondes,

mais quelque syllabe difforme, sèche comme une branche.

Aujourd'hui nous ne pouvons que te dire

ce que nous *ne* sommes *pas*, ce que nous *ne* voulons *pas*.

Des antimilitaristes anarchistes, 23 mars 2022

Traduit de l'italien depuis le site anarchiste ilrovescio.info

BREF APERÇU DE LA RÉSISTANCE À LA GUERRE EN RUSSIE ET EN UKRAINE

Le conflit militaire russo-ukrainien actuel a conduit à une explosion sauvage du nationalisme le plus dégoûtant et le plus cavernieux des deux côtés de la ligne de front. En Russie, le Pouvoir appelle à « écraser » l'ennemi, en Ukraine – à se battre pour la « mère patrie » jusqu'au dernier homme. Dans les deux États, la propagande cherche à « déshumaniser » l'ennemi autant que possible et, malheureusement, de nombreux citoyens ordinaires tombent dans ce piège tendu par les dirigeants. Même de nombreux « gauchistes » et « anarchistes » se précipitent avec empressement pour soutenir l'effusion de sang, intoxiqués par le poison patriotique. Malheureusement, c'est toujours le cas au début des guerres menées par les États. Il suffit de se rappeler les cortèges hystériques des masses qui défilaient [au cri de « À Berlin » ou « À Paris »] à la veille puis lors des premières semaines de la Première Guerre mondiale. Puis plusieurs années de guerre s'écoulèrent – et [en 1917] les masses, exaspérées par les difficultés, la tromperie et la souffrance – supprimèrent presque le monde des États et du Capitale, qui avait donné lieu à cette guerre ... Maintenant, hélas, nous sommes infiniment loin de tout cela. Certes, cela semblait aussi très loin en août 1914 ...

Les actions des gens de Russie et d'Ukraine contre les « opérations militaires », les hostilités, la destruction et les effusions de sang, méritent d'autant plus d'attention et de respect. Le mois écoulé depuis l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes permet déjà un bref aperçu des principales formes et méthodes des protestations contre la guerre.

Commençons par la Russie. Ici, dès le premier jour, des manifestations de masse contre la guerre ont commencé, et se sont prolongées sans arrêt pendant deux à trois semaines. Au début, elles se déroulaient généralement quotidiennement, et dans tout le pays. Tous ces rassemblements étaient illégaux et en conséquence brutalement dispersés. En plus des rassemblements de rue et des manifestations, d'autres méthodes sont également utilisées – apposer des affiches, dessiner des graffitis, distribuer des tracts, diffuser des autocollants et distribuer du matériel anti-guerre.

Il y a eu aussi quelques actions plus radicales. Par exemple, à Moscou, l'étudiante Anastasia Levashova a lancé un cocktail Molotov sur la police le 24 février ; le tribunal l'a condamnée à 2 ans de prison. Dans la nuit du 28 février, un bureau de recrutement militaire à Lkhovitsy près de Moscou a été incendié. À Saint-Pétersbourg, un policier a été aspergé de gaz au poivre. Dans la nuit du 1er mars, à Smolensk, un poste de police a été incendié. Dans

la nuit du 3 mars, un cocktail Molotov a été lancé contre les fenêtres d'un centre de recrutement à Voronej. Il a également été rapporté que deux cocktails Molotov ont été lancés sur le mur du Kremlin à Moscou. Un poste de police à Krasnoïarsk a été incendié. Le 5 mars, une tentative a été faite pour mettre le feu au bureau de recrutement de Berezovsky (région de Sverdlovsk) avec un cocktail Molotov ...

La plupart des protestations sont spontanées. Dans un certain nombre de cas, elles sont appelées par l'opposition libérale bourgeoise, et le 8 mars ce fut à l'appel d'organisations féministes. Malheureusement, tous les manifestants ne peuvent pas être considérés comme véritablement anti-guerre, c'est-à-dire véritablement opposés à tous les belligérants. Parmi les manifestants (en particulier les libéraux), il y a de nombreux partisans du gouvernement d'Ukraine et on a pu aussi y observer quelques sympathisants de l'OTAN.

Le nombre exact de manifestants est inconnu, mais le nombre de villes dans lesquelles des manifestations ont eu lieu et le nombre de personnes détenues et réprimées lors des manifestations en disent long sur l'ampleur du mouvement. Au total, des manifestations ont été organisées dans plus de 100 villes et villages. Selon des militants des droits de l'homme, rien que le 13 mars, la police a arrêté environ 15 000 personnes lors de ces manifestations.

Seuls quelques personnes ont été libérées avec un simple « avertissement » [surtout dans les premiers jours des manifestations contre la guerre] ; mais des milliers de personnes ont été condamnées des amendes ou à des arrestations administratives. Rien qu'à Saint-Pétersbourg, au 25 mars, les tribunaux ont examiné 3710 cas: 861 personnes ont été condamnées à une amende, 2456 ont été soumises à une arrestation administrative, 123 ont été condamnées à des travaux forcés [TIG].

Quelques manifestants encourent des peines encore plus sévères, à savoir des sanctions pénales. Les nouvelles lois sur la diffusion de « fausses informations » et le « discrédit de l'armée » prévoient des peines de prison pouvant aller jusqu'à 15 ans. Dans le mois qui a suivi le déclenchement des hostilités, 60 affaires pénales ont été engagées, d'une manière ou d'une autre liées aux manifestations. 46 personnes ont fait l'objet de poursuites pénales (en relation avec cette nouvelle loi). Neuf d'entre elles sont en détention, trois sont assignés à résidence et deux autres sont interdites de certaines activités. Au moins cinq des accusés se sont enfuis hors de Russie. Au total, des procès ont été

instruits dans 22 régions de Russie : Adyguée, Tatarstan, Carélie, Moscou, Ingouchie, Saint-Pétersbourg, Kemerovo, Tomsk, Tyumen, Belgorod, Vladimir, Moscou, Tula, Sverdlovsk, Pskovskaya, Samara, Rostov, régions de Novossibirsk, territoires de Crimée, Primorsky, Krasnodar et Trans-Baïkal.

Les affaires pénales font l'objet d'enquêtes en vertu de 14 articles différents du code pénal : 10 en vertu du nouvel article 207.3 du Code pénal de la Fédération de Russie sur les « fausses informations militaires », 9 en vertu de l'article 214 du Code pénal de la Fédération de Russie (partie 2) « Vandalisme motivé par la haine » (utilisé contre au moins trois artistes de rue – à Moscou, Vladimir et Ekaterinbourg), 9 – en vertu de l'article 318 du Code pénal de la Fédération de Russie (partie 1) sur « le recours à la violence contre des représentants des autorités », 2 – sur des accusations de « justification du terrorisme » (à Kazan et Petrozavodsk), etc En outre, on relève des charges de « hooliganisme », « insulte à un responsable gouvernemental », « incitation à des activités extrémistes », « incitation à la haine », « stockage de munitions », « incitation à des émeutes de masse » et même « profanation des corps des morts et de leurs lieux de sépulture ».

En Ukraine, les manifestations anti-guerre sont encore plus difficiles qu'en Russie. Outre les répressions des autorités, qui ont commencé à bannir et arrêter les opposants politiques et à adopter des lois antiterroristes (dont des peines pour « collaboration avec l'agresseur », « pillage » et « haute trahison » allant de 15 ans de prison à la réclusion à perpétuité), les conditions des hostilités elles-mêmes empêchent les protestations. Comment se rendre à des actions de rue sous une grêle de missiles et d'obus russes qui menacent directement votre vie ? Cependant, il est possible, sur la base d'informations fragmentaires, de présenter au moins une image générale de ce qui s'y passe.

L'une des actions les plus courantes dirigées objectivement contre les conséquences d'un conflit militaire est le soi-disant « pillage », dont de nombreux cas ont été signalés dans de nombreuses villes d'Ukraine. Bien sûr, une grande variété d'incidents de natures différentes peuvent être inclus dans cette catégorie – depuis le banditisme, des meurtres et des vols contre la population civile jusqu'aux véritables

protestations sociales, lorsque les habitants des villes et des villages, privés de nourriture et d'autres biens essentiels, les exproprient simplement dans les commerces et les boutiques. De telles « expropriations populaires » et « émeutes de la faim » ont été signalées dans les villes contrôlées par les autorités ukrainiennes, et dans celles occupées par les troupes russes.

Il y a eu des tentatives de la population d'arrêter l'entrée de matériel militaire russe dans les zones d'habitation afin d'éviter leur destruction. Ainsi, à Koryukovka (région de Tchernihiv), le 27 février, des résidents locaux sont sortis pour aller à la rencontre des chars russes, ont arrêté la colonne et ont entamé des négociations avec elle. En conséquence, ils ont convenu que l'armée n'entrerait pas dans la ville. [on a vu aussi les images de ces ukrainiens qui chassaient les soldats russes qui essayaient d'occuper leur maison, ou encore les foules qui faisaient reculer les camions militaires en leur disant de retourner chez eux].

Le 26 mars, le maire de la ville ukrainienne de Slavutych a eu des entretiens avec les troupes russes qui sont entrées dans la ville et s'est mis d'accord avec eux sur la démilitarisation. Il leur a assuré qu'il n'y avait ni soldats ni armes dans la ville et a persuadé les soldats de la quitter. L'armée russe a promis de « ne pas fouiller les maisons », mais les gens doivent remettre volontairement les armes non destinées à la chasse. A Slavutych, les autorités ukrainiennes locales sont restées en place, à laquelle la partie russe transfère l'aide humanitaire. [Note de la traductrice : néanmoins cela ne se passe pas partout comme cela ...]



D'autre part, il y a des témoignages que les habitants exigent également que l'armée ukrainienne n'installe pas d'équipement militaire dans leurs zones résidentielles. Une vidéo d'une manifestation similaire de Kharkov a circulé sur les réseaux sociaux.

À côté de cela, il convient de parler de la désobéissance aux ordres et de la désertion des deux côtés. Malheureusement, il n'y a aucun moyen de vérifier la réalité des nombreuses rumeurs qui circulent. Les médias ont évoqué le moral bas et le faible désir de combattre des unités militaires russes envoyées en Ukraine. La partie ukrainienne a affirmé qu'environ 200 marins russes de la 155e brigade avaient refusé de participer aux opérations militaires, mais cette affirmation ne peut être vérifiée. Il a également été signalé le refus du personnel militaire de la 810e brigade de marine stationnée en Crimée de participer au débarquement dans la région d'Odessa.

Il existe d'autres témoignages, très fragmentaires [NdT : essentiellement tirés de la presse officielle et donc toujours à prendre avec précaution] et qui ne permettent pas de juger de l'ampleur du phénomène. La mère de l'un des soldats affectés à une unité de la région de Leningrad a déclaré que son fils, comme beaucoup d'autres qui avaient été enrôlés dans l'armée, avait été contraint de signer un contrat avec l'armée. En janvier, une unité a été envoyée à Kursk, puis à Belgorod, puis ils ont commencé à être envoyés pour combattre en Ukraine. « Selon la femme, les soldats sont emmenés en Ukraine pour combattre, mais certains d'entre eux refusent, on les menace d'un procès pour désertion »



Un soldat sous contrat d'Ufa, Albert Sakhibgareev, a déclaré que sa brigade, qui étaient fin février en exercices dans la région de Belgorod, a reçu des mitrailleuses et l'ordre de tirer depuis les installations d'artillerie « quand ils en recevraient l'ordre ». Les soldats ont commencé à douter qu'ils s'agissait d'un entraînement lorsque des coups de feu en retour ont volé dans leur direction. Après cela, Sakhibgareev a regardé les nouvelles sur son téléphone portable et a découvert que la Russie avait envoyé des troupes en Ukraine. Une semaine plus tard, il a été battu par un sous officier, a quitté l'unité et est rentré chez lui à Ufa. Il risque 7 ans de prison pour désertion.

12 combattants des OMON [forces spéciales du ministère de l'intérieur russe, dépendent de la garde nationale] de Krasnodar, ainsi que le commandant Farid Chitaev, ont refusé d'entrer en Crimée. Les combattants de la Garde russe ont expliqué qu'ils refusaient d'exécuter un ordre illégal – aucun des combattants n'ayant été informé des tâches et des conditions de l'opération spéciale. Personne n'a accepté d'y participer. Les combattants ont été renvoyés du service.

Après la destruction de leur peloton par du matériel lourd, plusieurs combattants survivants de l'OMON d'Izhevsk ont quitté le territoire ukrainien et ont envoyé leur lettre de démission.

Fin mars, l'ancien président d'Ossétie du Sud a reconnu que certains des soldats, de la 4e base militaire de la garde de la Fédération de Russie, recrutés dans cette république pour participer aux hostilités en Ukraine étaient rentrés du front sans autorisation.

De même en Ukraine, tout le monde n'est pas désireux de « défendre la patrie ». En témoignent les affiches vues dans les premiers jours du conflit à Odessa. En noir et blanc, le commandement des Forces armées ukrainiennes demande sévèrement : « Vous ne voulez pas vous battre ? Cela signifie que vous n'aimez pas votre pays ». Naturellement, l'apparition même d'une telle agitation témoigne du fait qu'il existe un certain nombre des personnes «non aimantes».

Les autorités ukrainiennes ont annoncé la mobilisation générale et qu'elles ne laissaient pas les hommes âgés de 18 à 60 ans quitter le pays. Néanmoins, comme le rapportent des compagnons anarchistes d'Ukraine, en réalité, la mobilisation à grande échelle ne fonctionne pas, contrairement à 2014-2015, lorsque les raids massifs pour enrôler les personnes passibles du service militaire en Ukraine étaient monnaie courante. Au cours de la première semaine d'hostilités, ils ont tenté de donner des assignations aux personnes qui passaient les check-points, mais cela a

ensuite été déclaré illégal.

Cependant, de nombreux hommes tentent de franchir illégalement la frontière avec les pays voisins. Début mars, un correspondant ukrainien de la BBC a déclaré qu'au poste de contrôle de Mogilev-Podolsky, à la frontière avec la Moldavie, « à chaque seconde, sinon dans chaque première voiture, il y avait des hommes en âge de servir qui essayaient de fuir à l'étranger, mais ils se sont fait refouler ». Comme me l'a dit le garde-frontière, « certaines voitures ont simplement fait demi-tour, dans d'autres, les femmes ont pris le volant et les hommes sont partis ».

Selon un député du conseil municipal de Moukatchevo en Transcarpatie, chaque jour des centaines d'hommes, contrairement à la loi martiale actuelle, traversent la frontière avec les pays de l'UE. Le passage coûte beaucoup d'argent. En Transcarpatie, ce commerce parallèle a déjà atteint une échelle industrielle. Le coût d'un certificat et du transfert vers la Pologne atteint 2000 euros [pour mémoire, en 2021 le salaire moyen d'un médecin était de 9000 hryvnia, soit environ 260 euros, et 7 000 hryvnia (environ 203 euros) pour les infirmières confirmées].

Dans la région d'Odessa, les passeurs prennent 1 500 dollars par personne. Le site d'info « Edition LIGA.net » qui a étudié ce « marché » indique que cela peut même atteindre des sommes dix fois plus importantes. Ceux qui fuient la guerre sont envoyés en Pologne, Roumanie, Moldavie, dans une moindre mesure – en Hongrie. Plus de 1 000 hommes en âge de servir ont été arrêtés à la frontière pendant les 21 jours du conflit, selon le service des frontières ukrainien.

Dernièrement, la presse a reporté l'existence de canaux organisés pour le transport de personnes à travers la frontière dans les régions de Vinnitsa, Chernivtsi, Odessa et Lviv.

Bien sûr, tous les hommes qui cherchent à quitter le pays illégalement ne doivent pas être considérés comme des personnes contre la guerre. Il y a beaucoup de gens riches parmi eux [les compagnons ukrainiens du groupe Drapeau Noir avaient d'ailleurs signalés que dès le 16 février, soit une semaine avant le déclenchement de la guerre par Poutine, les oligarques ukrainiens avaient commencé à envoyer leur famille à l'étranger pour les mettre à l'abri], car trouver de l'argent pour payer le passage de la frontière n'est pas une tâche facile. Quelqu'un, peut-être, vendra tout, mais les riches s'en fichent. Ils déclenchent et provoquent des guerres, puis se cachent en toute sécurité à l'étranger, laissant des gens ordinaires s'entretuer et mourir pour eux. On observe d'ailleurs le même phénomène de la part de « l'élite » russe qui s'est lancée dans l'émigration.

Au 28 mars, plus de 340 infractions pénales ont été enregistrées en Ukraine, au motif de « réduction de la capacité de défense de l'Ukraine sous la loi martiale », dont environ 100 sont pour haute trahison et collaboration. Plus de 1 700 citoyens ukrainiens de sexe masculin en âge de conscription ont été identifiés comme souhaitant franchir illégalement la frontière du pays. Cela a été annoncé par la conseillère en communication du Bureau d'État des enquêtes, Tatyana Sapyan.

Pour tenter de réprimer la désertion, les autorités ont présenté au parlement (la Verkhovna Rada) le projet de loi n° 7171, qui menace jusqu'à 10 ans de prison les hommes en âge de servir qui ont illégalement quitté l'Ukraine sous la loi martiale.

Enfin, les habitants de la République de Donetsk signalent également une mobilisation forcée. Des hommes sont saisis dans la rue, armés et envoyés au front sans aucune préparation. Ceux qui le peuvent essaient de se cacher chez eux et de ne pas sortir. C'est aussi l'un des moyens de résister à la guerre !

Texte écrit par des anarchosydicalistes de Russie et traduit par le site internet *nowar.solidarite.online*, Initiative de Solidarité Olga Taratuta, 30 mars 2022. Les commentaires entre crochets sont de la traductrice.

DESERTORES

Il y a ce mot qui trotte et trotte encore depuis quelque temps.

Il a résonné plus fort dans mes esgourdes un jour où je l'ai entendu en espagnol : desertores.

C'est un mot vieux et usé paraît-il, il n'a pas dans le langage courant et chez beaucoup, l'élégance que je peux lui prêter.

Il peut évoquer une forme de passivité, voire de lâcheté pour la domination étatique, méritant la honte publique, le mépris voire la mort pour ces conscrits, les « planqués de la patrie ».

« Ne rien faire, c'est faire quelque chose », tout est déclinable à souhait dans cette phrase, et si la désertion est un acte, il s'agit bien là de faire acte de refus. Ne rien faire provoque quelque chose.

C'est un road-trip mental lorsque spontanément certains décident d'une rupture nette avec une dénommée patrie, nation, pays, état. Déserter le supermarché de la tuerie de la viande à la tonne.

Comme pour les animaux non-humains élevés et domestiqués pour l'abattoir : certains se retournent et fuient : les mêmes auxquels on ne fait référence que lorsque le terrible spectacle imposé des guerres heurte.

Alors, devant l'injonction à la mort, des personnes refusent, se sauvent, se cachent et se défendent au mieux.

Sortir du joug pour ne plus obéir à ce que la domination entend bien inculquer à coup de menaces, tortures et punitions : faire sa guerre en utilisant des vies.

Le refus engage un dérèglement dans une machine, dans une dynamique enclenchée.

Dans un espace-temps où l'horloge universelle règne pour diriger, les fêlures sont nombreuses.

Le chemin des desertores se remplit de la matérialité pour agir. Des points névralgiques apparaissent et s'étendent en une constellation.

Et parfois des coups de pattes sur de bons fils rompent une cadence de l'existant de ces tristes et létales réalités.

Le temps se brise à l'appel d'autres airs que ceux d'une saleté de patrie, nation ou autres baltringueries d'entité pensante pour le « bien de l'humanité », terme qui met bien en peine à être pensé tant il dégorge de subjectivité.

La cadence, acoquinée au temps, ne peut pas toucher qui ne l'écoute plus et qui, déterminé à ne plus à obéir à ce temps, cherche à lui nuire.

Déserter devient ainsi périple, certes plus vertigineux par l'inconnu qui ne peut se dessiner qu'à mesures des pas de côté, mais surtout, une intensité émotionnelle, ne

ressemblant en rien aux mornes quotidiens, cadencés, technicisés. Cet espace ainsi créé est propre à chacun.e.

Et la réflexion pour maintenir cette intensité et l'étendre se pare elle aussi de brèches dans lesquelles s'engouffrer pour continuer vers sa propre désertion.

Le goût du bon et du beau n'a pas de fin quand il s'étend.

Et lorsque l'injuste mutile, la désertion s'intensifie.

Car le chamboulement d'une pièce à remplacer dans un monde aux ramifications communes et interactives est rapidement pensé.

Alors la guerre à l'injuste, celle décidée et pensée, est perpétuelle et ne peut pas en rester à une désertion ou un refus.

Là où l'on sert les actes de révoltes comme hideux, lorsque le profil de la guerre n'est pas celle menée par des états, mais par des individus vomissant l'injuste, il y a du beau.

Là où des desertores ruinent des structures de l'aliénation, il y a du beau.

La création du beau est polymorphe et multiple et ne s'arrête pas à une vision lyrique-romantique, elle est concrète.

Aux malhonnêtes de la patrie, de la nation, de la masse, comme le dit la chanson

« é l'azione l'ideal ! » :

Saccage des voies ferrées et incendie des armoires de commandes sur les rails permettant l'approvisionnement des troupes en armes en Biélorussie.

Dans les villes assiégées comme à Maroupiol, les habitants s'organisent pour piller des magasins et se nourrir sans attendre les permissions d'états, tous assassins.

Saccage d'entreprise de conseil pour l'armée et de logiciels des systèmes de missiles.

Tentative d'incendie d'un centre de recrutement de l'armée.

« guerre à la guerre ! »

anarchie!, n°24, avril 2022

LE BOMBARDEMENT DES ESPRITS

Une expression qui peut sembler exagérée, impossible à considérer. Susceptible tout au plus de faire esquisser un sourire. Et pourtant. Comment éviter de songer à la similitude entre les tirs d'artillerie et les massives salves verbales, commandées et téléguidées en chaque point de leur voyage, jettées inlassablement contre l'entendement humain ?

Lorsque nous parlons, lorsque nous exprimons nos idées et les projets que nous voulons réaliser, nous empruntons aux mots qui nous sont transmis. Mais les mots sont loin d'être l'une de nos créations, et par la façon dont ils nous sont transmis, ils reflètent le système mortifère qui les produit. Ce qui a été dit et redit, par exemple, de la guerre en Ukraine, nous attache à un monde qui conjugue « démocratie » et « liberté ». Dans le langage de l'ordre établi, la première n'est plus cette forme d'oligarchie justifiant l'oppression avec l'inexistante volonté de la majorité. Elle devient l'objet de la plus grande vénération. Une société d'où les rapports de domination et de servitude sont bannis. Et, bien entendu, la négation radicale des mots « dictature » ou « autocratie ».

Cette réduction de l'horizon de la pensée n'est pas un choix conscient, elle vient toute seule, mécaniquement. Tant est répété indéfiniment le mot qu'on finit par le penser. Avec toujours dans les oreilles et sur les lèvres l'enchaînement grotesque des mots « démocratie » et « libre », on finit vraiment par croire que cette réalité sordide est la liberté. Ou qu'il ne peut pas exister de liberté sans l'obéissance, les prisons et les marchandises de la démocratie.

Pour quelqu'un qui est suffisamment conditionné par l'écriture et la parole publique, le caractère surréaliste de son contenu cesse d'apparaître. Une phrase telle que « le peuple ukrainien défend par les armes un continent libre et ses idéaux » ne provoque même plus de réaction naïve.

Une autre construction répandue du langage répressif est la fausse unité. L'usage des mots « peuple », « patrie » ou « population » ukrainienne, en fixant l'image d'un tout solide et indivisible, procède à une perte totale des différences individuelles, notamment des attitudes et des aspirations conflictuelles face à la guerre. D'aucuns se lanceront ici dans une grande diatribe philologique, ne voyant dans cette réduction rien d'autre que l'incapacité bien connue des symboles à exprimer la complexité du réel. Autrement dit, une falsification inévitable. À notre avis, au contraire, cette pratique de la

réduction a sens politique précis : la saloperie nationaliste que l'État tente de planter dans nos coeurs et nos esprits, menant à ne plus voir des individus mais seulement des armées, des uniformes, des nations - alliés ou ennemis. Dit autrement, le vieux mensonge des gouvernants pour justifier la poursuite de *leur* intérêts au nom des intérêts de *tous*. L'effet est une fois encore moins conscient que magique. C'est par les phrases toutes faites, les formules rituelles, répétées à l'infini, que les contradictions sont emprisonnées dans le mot. Alors sous le flash aveuglant des mots tirés en rafale apparaissent unis les civils bombardés et leurs dirigeants qui financent et réalisent la guerre.

Dans la société totalitaire d'*Alphaville*, le livre est un moyen important de manipulation d'une humanité aliénée et prostrée. En particulier la bible qui n'est autre qu'un dictionnaire mis à jour perpétuellement où l'on efface au fur et à mesure tous les mots susceptibles d'ouvrir la conscience de l'être humain. Comme cela a souvent été observé, celui qui gouverne le langage projette également les limites et les possibilités qui sont offertes. Ainsi, par exemple, dans la communication qui confronte à l'infini des termes contradictoires, leur unité logique a cessé d'exister. Entre les frappes « justes » et « injustes », les massacres « légaux » et « criminels », les guerres « bonnes » et « mauvaises », il n'y a plus de place ni de temps pour une réflexion susceptible de critiquer la domination *en soi*. L'individu est entraîné à oublier que la guerre est bel et bien l'essence de tout État. Écraser, enfermer, sacrifier des vies pour tenter de préserver et conquérir le pouvoir, n'est-ce pas la même règle du jeu sous tous les gouvernements ? Le coeur même de toute autorité ?

anarchie!, n°24, avril 2022



LES GRAINS DE SABLE NE VIENNENT PAS TOUS DU SAHARA

Samedi 19 mars, un sabotage sans précédent a eu lieu en Biélorussie. Toutes les liaisons ferroviaires qui se dirigent vers l'Ukraine (depuis Brest, Louninets, Kalinkavitchy et Homiel) ont été totalement interrompues, et ce jusqu'à une reprise du trafic survenue au plus tôt le lundi soir. Les monstres de fer biélorusses étaient déjà familiers de difficultés du genre, puisque comme en témoignent des compagnons de là-bas, cela fait déjà longtemps que des sabotages ferroviaires y sont commis afin de déstabiliser le régime et de lui infliger des dommages économiques, mais pas dans de telles proportions. Un groupe de cheminots biélorusse qui annonce recenser ce genre de sabotages qu'ils encouragent dans le but de « *ralentir le mouvement des échelons militaires [c-à-d les troupes] et des munitions et idéalement l'arrêter complètement* », a fait savoir qu'en l'espace de quelques semaines, une douzaine ont eu lieu aux quatre coins du pays. Alors que la Biélorussie est utilisée comme une base arrière et comme une rampe de lancement de missiles par l'armée russe, le réseau de chemin de fer biélorusse est quant à lui un élément primordial de la logistique militaire russe, permettant le transit des munitions pour l'artillerie et d'autre matériel militaire.

Qu'il s'agisse de détruire les armoires de commandes installées sur les bords des voies et servant à leur automatisation, de tendre un fil métallique entre deux rails pour bloquer les feux de circulation et ralentir fortement le trafic, de brûler les transformateurs ou d'autres moyens encore, ces multiples actes de sabotage, au vu des difficultés qu'ils

causent à l'armée russe, s'avèrent une manière concrète et efficace de s'opposer à l'invasion russe en Ukraine et de lutter contre cette guerre en agissant à sa périphérie. Aisé-ment accessibles et encore relativement peu surveillés, les chemins de fer constituent une cible de prédilection pour *quiconque* cherche à s'engager à la première personne pour enrayer la machine guerrière et économique. Hautement reproductible et réalisable à peu nombreux, nécessitant peu de moyens et de connaissances spécifiques, souvent arme du plus faible contre le plus fort susceptible de renverser la donne, voilà en partie pourquoi le sabotage ferroviaire a essaimé dans chaque contexte de guérilla, dans chaque tentative d'insurrection, dans chaque lutte et résistance contre un occupant.

Si l'on a si peu entendu parler ici de cette vague récente de sabotages en Biélorussie, c'est sans doute en partie à cause du risque implicite que contient cette *démonstration en acte* : même pris en étau par différentes puissances et prétendument réduits à n'être qu'un grain de sable au milieu du tourbillon de l'affrontement que celles-ci se livrent, rien ne saurait priver des individus déterminés de leur capacité à agir par eux-mêmes, hors de tout contrôle. Même modeste et limitée, leur action peut se révéler percutante. « *Voilà un secret qu'il vaudrait mieux ne pas éven-ter* » doivent se dire plus ou moins consciemment les gardiens moraux de la paix sociale, qu'ils soient journalistes ou militants. Pourtant, quel risque courent-ils ? Après tout brasser des informations et ventiler des opinions est sans conséquence. À moins que... À moins que, à partir de cet exemple biélorusse, quelqu'un *tire sur le fil*. Puisque les pays d'Europe gonflent leurs dépenses militaires, qu'ils avancent vers la construction d'une « armée européenne » visant entre autre à coorganiser leurs industries militaires, qu'ils se donnent une « boussole stratégique » et désignent des ennemis. Puisqu'un fameux et influent conseiller du Prince appelle à mettre d'urgence « *les entreprises industrielles, dans le secteur de la défense notamment, en ordre de marche pour produire des armes, des munitions, et tous les biens liés à la sécurité qui vont vite nous faire défaut* ». Alors, contre l'invasion de nos vies par les perspectives belliqueuses des États, qui soutiennent les guerres actuelles et préparent celles de demain, peut-être que ces sabotages – en l'occurrence ferroviaires – pour nuire à la logistique militaire ont quelque chose à nous suggérer.

anarchie!, n°24, avril 2022



EMPRISE ATOMIQUE

Depuis le début de la guerre en Ukraine, comme dans toutes les guerres, les profits de l'industrie de l'armement sont notoirement montés en flèche. Mais on sait moins que la vente de comprimés d'iode a elle aussi fortement augmenté dans les pharmacies françaises. L'iodure de potassium est préconisé par les auto-proclamé-e-s spécialistes en survie nucléarisée pour atténuer les effets de l'iode radioactif, un des éléments toxiques dégagés lors des « incidents » nucléaires qui vient se fixer sur la thyroïde et provoque ainsi un grand nombre de cancers de cette glande, notamment chez les enfants.

Cette guerre a brutalement remis sur le tapis les risques liés au nucléaire, quel que soit son usage. En brandissant la menace de l'utilisation de l'arme atomique, Poutine et ses hauts stratèges sont venus rappeler sur quoi repose le fameux « équilibre » de la terre : depuis la seconde guerre mondiale le développement ininterrompu de ces armes d'extermination massive toujours plus « performantes » donne la possibilité aux puissances nucléaires de tous bords, et aux puissants qui les dirigent, d'anéantir l'ensemble du vivant à des échelles et sur des durées inouïes. Venant s'ajouter aux morts atroces suite au largage de bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki, les armes à uranium appauvri abondamment utilisées depuis lors (dans les Balkans et en Irak par exemple) continuent à faire crever à petit feu des populations entières et à empoisonner durablement des contrées auparavant fertiles.

D'autre part, les combats se déroulant à proximité de certaines centrales nucléaires ukrainiennes ou la prise de certaines d'entre elles par les forces armées russes semblent aussi rapprocher pour beaucoup sous nos latitudes les risques d'accidents nucléaires majeurs. Ironie de l'histoire ? Le site de la centrale de Tchernobyl a resurgi dans nombre de mémoires, occupé par les troupes russes dont on espère qu'elles assurent la continuité du service dans des conditions plus que précaires. Depuis la catastrophe du 26 avril 1986, avec tous les dommages qu'elle a déjà occasionnés localement et internationalement, la tranche où le réacteur a explosé se trouve dans un sarcophage de béton dont on redoute qu'il ne tienne pas sur la longueur, et l'énorme quantité de matériel radioactif qui y reste entreposé doit être traitée et refroidie en permanence pour ne pas déclencher de nouvelles réactions en chaîne.

Face à cette situation, des spécialistes de tous ordres poussent des cris d'alarme sur les ondes hexagonales. Les sbires des mêmes autorités de sûreté nucléaire qui en 1986 n'ont pas hésité à affirmer que le nuage radioactif en provenance de Tchernobyl s'était opportunément arrêté à la frontière orientale, et qui depuis minimisent et couvrent systématiquement les défaillances récurrentes des installations nucléaires nationales, se plaignent du manque de transparence sur place.

À l'heure où un énième prolongement de la durée de vie des 18 centrales existantes en France (soit 56 réacteurs) est à l'ordre du jour, ces expert-e-s en langue de

bois se gardent bien de mentionner que les réacteurs de plusieurs centrales nucléaires ukrainiennes, comme celle de Zaporizhzhia par exemple (conçus et construits entre les années 1970 et 1990), étaient déjà à bout de souffle et ont connu de multiples problèmes de sécurité bien avant la guerre ... tout comme leurs homologues françaises au Tricastin, à Cruas, ou ailleurs encore.

La dangerosité et la nocivité du nucléaire dit « civil » (qui a toujours été complètement imbriqué avec les intérêts militaires) n'est plus à démontrer, avec son risque d'accident majeur permanent (on n'oublie pas non plus Fukushima le 11 mars 2011), mais aussi les énormes dégâts que cause le fonctionnement normal et quotidien de toutes ses installations : des multiples dévastations liées à l'extraction de l'uranium aux tonnes de déchets qui s'accumulent et empoisonnent la terre, en passant par les fuites imprévues et les rejets admis qui contaminent l'air, l'eau et toute vie alentours.

Les États et leurs auxiliaires scientifiques prétendent nous « protéger » en étant capables de maîtriser une technologie dont la réalité démontre pourtant qu'elle leur échappe régulièrement et que ses effets mortifères sont irréversibles. Cela relève donc à la fois du mensonge et d'un odieux chantage : le choix de l'énergie atomique implique une gestion hautement centralisée, y compris militarisée, avec pertes et profits, et pour des millénaires. Il correspond à un modèle de société technocratique et autoritaire reposant fondamentalement sur le contrôle des populations et leur soumission, par la force si besoin, aux consignes venues d'en haut. Ce choix qui permet à l'État et aux intérêts capitalistes d'étendre toujours plus leur emprise entrave lourdement les perspectives d'autonomie et de liberté.

Alors, face à l'ampleur de ce désastre, et contre les derniers plans de relance nucléaire en date qui, en plus du renouvellement du parc nucléaire militaire français, prévoit la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires pour 2035, et huit autres à l'étude pour 2040 (soi-disant pour lutter contre le réchauffement climatique), il faudra bien plus que des pastilles d'iode.

Il serait aussi illusoire de croire qu'il suffit de rentrer la tête dans les épaules en attendant que les responsables remédient aux problèmes dont ils sont la cause. Il y a au contraire urgence à péter l'engrenage du fatalisme et de la résignation afin de lutter contre ces projets monstrueux -précisément parce que chacun d'entre eux renforce cette main-mise sur nos vies-, de se battre contre les activités nucléaires, de saboter le système qu'elles alimentent et qui les produit pour satisfaire les appétits énergivores de l'Économie et du Pouvoir, du développement industriel et technologique de masse, de la machine à exploiter et à divertir, à faire la guerre et à asservir.

LA GUERRE BOUT PAR BOUT

Le 5 avril dernier, à l'université de sociologie de Trente, s'est tenue une réunion éhontée sur les « processus participatifs », centrée sur le projet Tav dans le Trentin, dont le principal invité était le maire de Trente, Franco Ianeselli. En fait une leçon de propagande de la part de Rfi. Un peu plus tard dans la matinée, la même université de sociologie a mis à disposition un de ses amphithéâtres pour une conférence intitulée « La guerre en Ukraine et la politique en Italie », organisée par le centre de recherche « Jean Monnet ». Dans la rue, une marche de protestation a protesté contre la présence du maire en l'attendant à la sortie (qui s'est plaint d'une confrontation « antidémocratique »), mais a également souligné le rôle de l'université dans les collaborations avec l'industrie de guerre. Nous reproduisons ci-dessous le discours prononcé par un compagnon à cette occasion.

Il y a quelques années, dans un petit pamphlet qui a ensuite atterri sur les bureaux du ministère public dans le cadre de l'opération anti-anarchiste appelée « Renata », nous avons écrit que pour être contre la guerre, il faut s'attaquer à la santé de l'État, car s'attaquer à l'État, c'est s'attaquer à l'essence de la guerre. Oui, car depuis des temps immémoriaux, la cause de toute guerre réside dans l'existence même des États. Un État sans armée, sans police et sans bombes ne pourra jamais se dire tel, car sans ces relations de pouvoir, ce serait la population même qui habite ses territoires qui définirait la qualité de vie. Au lieu de cela, l'État doit contrôler, réprimer et tenir la vie sous son emprise. Avec les missiles qui tombent aujourd'hui sur l'Ukraine, hier en Afghanistan, en Irak, en Palestine, en Libye... Mais toute armée a besoin de techniques et d'études raffinées pour maintenir sa puissance, et celles-ci ne sont pas développées dans un laboratoire éloigné dans les montagnes, mais au sein des universités. Ces mêmes universités, comme l'université de Trente, qui se refont une image avec le leitmotiv de la « construction de la paix » (comme c'est le cas avec les accords avec les institutions russes), mais qui, entre-temps, poursuivent sans vergogne leurs innombrables collaborations avec l'industrie de la guerre. De l'implication dans l'aérospatiale à des fins stratégiques et de contrôle des frontières aux technologies de numérisation de l'armée, comme le projet Soldato Futuro, en passant par les études sociologiques sur la contre-insurrection, les domaines dans lesquels l'université de Trente finance et mène des recherches à des fins de guerre sont nombreux.

Aujourd'hui, la recherche duale (civile et militaire) est de plus en plus immergée dans la dynamique même de la société techno-capitaliste, et derrière la prétendue liberté de la recherche, il n'y a pas de liberté du tout. Au lieu de cela, il y a la *longa manus* du militarisme et des entreprises comme *Leonardo*, *Eurotech*, *Eni*, *Thales Alenia Space*, *Iveco Defence Vehicles* et bien d'autres.

Les deux années qui ont précédé le début de cette guerre ont étouffé tout esprit critique, et c'est la conséquence des choix et des mesures prises par les États pour que l'acceptation en sourdine devienne la norme. Quiconque

s'oppose sincèrement au militarisme est qualifié sous nos latitudes d'« ami de Poutine », tout comme, il y a quelques mois encore, quiconque émettait des doutes sur la gestion de l'épidémie par l'État entraînait dans la catégorie des porteurs de peste. Les deux dernières années ont été un terrain d'essai. Et aujourd'hui, la propagande d'État n'hésite pas à qualifier de « psychotique » l'attitude de ceux qui critiquent la guerre en cours, comme cela s'est produit à Tarento il y a quelques jours.

Nous sommes aujourd'hui bombardés de définitions telles que la « transition écologique et numérique », par ceux qui, sans scrupule, se nourrissent et veulent la guerre pour le contrôle des territoires et des matières premières indispensables au fonctionnement de leur Nouveau Monde. Un monde de machines dans lequel seule la logique de l'efficacité prévaut. Il suffit de regarder de près ce qui s'est passé au Kazakhstan au début du mois de janvier (qui n'a suscité aucune indignation institutionnelle) pour voir le vrai visage de la numérisation et de la guerre. Ce territoire recèle de nombreuses ressources utiles à la construction des composants microélectroniques de la numérisation (les métaux et terres dits rares), ainsi que du pétrole et du gaz, d'où l'intérêt des superpuissances à les contrôler. En outre, les centrales électriques utilisées pour la production de données consomment énormément d'énergie, ce qui, au Kazakhstan, a littéralement entraîné la fermeture de villes entières ainsi qu'une hausse disproportionnée du prix des factures. C'est l'une des raisons des soulèvements. Le contrôle des ressources minérales est l'une des priorités des guerres d'aujourd'hui et de demain, le moment de vérité derrière la soi-disant transition. Et l'extractivisme débridé est ce qui non seulement dévaste les territoires et rend malades les populations, mais aussi ce qui est nécessaire à la construction de nouveaux armements, toujours plus perfectionnés techniquement. La guerre produit la guerre. Les dépenses militaires sont en constante augmentation et le PNR [Plan National de Relance économique] indique clairement quels sont les plans pour un avenir très proche. Il s'agit de l'industrie 4.0 à laquelle de nombreux étudiants universitaires sont préparés (il vaudrait peut-être mieux dire qu'ils sont enrôlés). Et c'est pourquoi dans

cette guerre, comme dans toutes celles qui l'ont précédée, il n'y a pas de camp du Bien contre le Mal, il y a des intérêts et des pouvoirs qu'il faut défendre à tout prix et au prix de sacrifices humains. Et ce ne sont que les opprimés et les pauvres qui en paieront le prix. Chaque militarisme, d'où qu'il vienne, apporte avec lui de nouvelles frontières et avec elles la mort, la destruction et l'exploitation. Chaque cœur qui s'y oppose, au contraire, peut faire partie de la seule conscience capable de mettre un terme aux guerres des patrons, celle d'un internationalisme sans patrie.

Dans ce sens, nous saluons avec joie le refus des travailleurs de Pisa et de Genova de charger du matériel de guerre, le blocage des armements de l'OTAN par les cheminots grecs et le sabotage effectué par les cheminots biélorusses des fournitures destinées à l'armée russe.

Il y a plus d'humanité, plus d'intelligence et plus de solidarité concrète dans ces gestes que dans toutes les conférences universitaires sur la « paix ».



MENER NOTRE GUERRE

Des villes entières rasées au sol. Des soldats tuant des gens sans défense et terrorisés. L'exode de millions de personnes. Face à tant d'horreurs, la condamnation de la guerre est unanime. Notre estomac ne peut que protester, submergé par une sensation de nausée.

Ce qui n'empêche pas la plupart d'entre nous de vivre au milieu des dispositifs et des infrastructures qui rendent ces massacres possibles. Car oui, en effet, *la guerre commence ici, chez nous*. Dans les centaines d'usines, de fabriques et de laboratoires qui produisent en permanence les instruments de mort. Dans la logistique meurtrière qui permet l'acheminement ininterrompu d'armes et d'équipements. Dans les systèmes énergétiques qui alimentent la machine de guerre. Autant dire que tous les discours larmoyants pour la fin de la guerre sont une véritable hypocrisie, aussi longtemps qu'il y aura des industriels pour la produire, des politiciens pour la déclarer, des scientifiques pour l'innover, des généraux pour la gérer, bref tant que fleuriront les intérêts de ceux qui de près ou de loin y collaborent.

Est-ce que l'industrie militaire est protégée des regards indiscrets par d'épais écrans de fumée ? Toute cette production se déroule-t-elle dans de lointains bunkers souterrains ? Mais non, tout est là ! Exposé au regard de n'importe qui.

En outre, selon les mass-médias, aujourd'hui la guerre est aux portes de l'Europe. Mais pour nous *la guerre est*

toujours ici. Il suffit de penser à la surveillance par drone, au laisser-passer digital, ou au traçage des personnes à l'aide des signaux téléphoniques et du GPS. De nombreux moyens auparavant destinés aux armées sont également appliqués dans le « civil », pour le contrôle et la surveillance de la population. Que nous disent encore les militaires qui patrouillent, mitraillettes en bandoulière, dans les lieux sensibles de certaines métropoles ? Alors que l'armée cible des combattants adverses (et pas que), la police répand la violence contre les rebelles et les insoumis. Mais où est la différence de fond ?

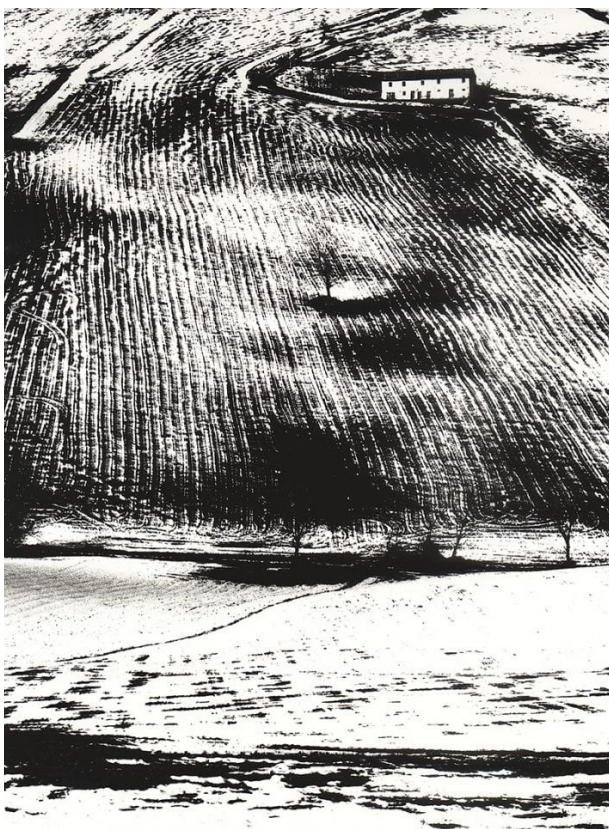
Si nous voulons encore communiquer quelque chose sans rester prisonniers du vacarme des jours, il ne reste alors qu'à hurler de tout notre souffle cette vérité inconfortable. Le massacre, le sang et la violence de la guerre ne sont pas l'exception ; ce sont des données centrales de cette société infâme pour en garantir la survie.

L'idée même de l'État - n'importe quel État - implique une guerre perpétuelle, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. D'un côté, celle des soldats qui bombardent des territoires entiers en causant des milliers de victimes. De l'autre, celle des hommes en uniforme qui chargent les manifestations en brisant les os de quiconque se trouve face à eux. Celle des magistrats qui enferment et tuent à petit feu les rebelles à leurs lois, des politiciens qui leur dispensent des ordres, ou celle des industriels qui empoisonnent durablement tout le vivant sur la planète.

On sait que le but de toutes les guerres est de nous plonger dans l'apathie et le désarroi. En effet, face à la force militaire qui paraît sans limites, toute intervention humaine peut sembler impossible. Comment agir dans un sens qui soit le nôtre lorsque les États et les armées s'entrechoquent féroce-ment, pareils à des géants à la surface de la terre ?

Aujourd'hui moins qu'hier, il n'y a de recettes. Cependant, se hasarder à des questions différentes peut être un bon point de départ pour sortir de notre impuissance et entrevoir des possibilités d'interventions. *Où commence la guerre ? Qui sont ceux qui la produisent, l'innovent, la gèrent... et de quelle manière ? À partir de là, comment faire ?*

Est-ce que le fait d'être contre la guerre signifie pour autant que nous voulons uniquement nous y opposer de manière pacifique ? Certainement pas. Nous savons que l'indignation passive ne nous sera d'aucun secours pour éviter que beaucoup d'autres morts suivent ceux d'Ukraine et d'ailleurs. Si nous voulons œuvrer à faire disparaître la guerre des États et tout ce qui va avec, il n'y a qu'une seule façon. Déclarer, *nous*, la guerre aux personnes, aux entreprises, aux laboratoires de recherche et aux institutions qui la réalisent - les pieds d'argile de ce gigantesque corps écraseur.



SOUTENEZ LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE DE THALÈS : ENVOYEZ-LEUR DES SANDWICHS À LA MERDE !

Début avril dernier sur un parking de Kiev, un membre de la direction d'une entreprise ukrainienne de fabrication de matériel militaire terrestre assurait à un journaliste, preuve en main, avoir fait une scandaleuse découverte à l'intérieur de tanks russes détruits après des combats dans une commune de la périphérie de Kiev, voisine de la sinistre Boutcha. L'objet de petite taille comporte un petit écran noir, sous lequel est vissé un boîtier avec sept boutons ronds, et en dessous, le nom de la marque Thalès, ce fleuron de l'industrie française. D'apparence anodine, aux allures des moniteurs d'électrocardiographes si communs dans les chambres des hôpitaux, cet objet qui équiperait pas loin de 1000 tanks russes – dans le cadre d'une livraison d'appareils militaires français pour équiper chars, avions et hélicoptères de combat à hauteur de 152 millions d'euros entre 2015 et 2020, c'est-à-dire *en pleine guerre dans le Donbass* –, est pourtant d'une toute autre nature. Car en réalité, cet écran est un des éléments d'une caméra thermique de vision nocturne (répondant au nom de Catherine) produit par Thalès, qui se vante d'en avoir vendu plus de 10 000 unités à travers le monde. Permettant de repérer des véhicules ou des personnes à une distance de 10 kilomètres, et de les viser avec une grande précision, de jour comme de nuit, « *conférant aux véhicules de combat un avantage déterminant sur le terrain* » comme le promeut l'entreprise dans son catalogue. Il s'agit donc purement et simplement d'un *objet de mort*, conçu, produit et commercialisé par une *industrie de mort* – dont l'État français est le premier actionnaire –, grâce aux efforts et à l'activité de... *producteurs de mort*. Voilà, quand on fait un usage honnête du vocabulaire, comment on nomme ces éléments d'une *chaîne de mort*, qui commence d'abord par les petits gestes quotidiens d'individus rémunérés pour cela, petits gestes qui mis bout à bout, trouvent leur raison d'être finale dans la mort et la dévastation. Mais pour voiler cette réalité crue, il est d'usage d'employer un autre vocable fourre-tout, présentant l'avantage de pouvoir être valorisé par la quasi-totalité des idéologies et des idéologues qui infestent la vie humaine – ce qui serait une entreprise ardue si on les qualifiait, par exemple, d'*engrenages d'une machine de mort*. On les appelle alors des TRA-VAILLEURS – en l'occurrence des travailleurs de l'industrie militaire –, comme on appelle tous ceux qui, chaque jour, ne-font-que-leur-travail.

Le travail. Voilà un mot formidable qui permet de dissimuler le fait que, même si dans le fond chaque travail (ou presque) contribue aujourd'hui au fonctionnement et à la reproduction de ce système de profit capitaliste et d'exploitation, tous les métiers ne se valent pas. Car il y a une différence entre travailler dans un supermarché et endosser chaque jour un uniforme pour servir de bras armé à l'État. Entre balayer les rues et chercher chaque

jour à donner à la sueur de l'exploitation le goût du miel comme le fait n'importe quelle merde de manager ou de DRH. Entre construire ou entretenir des logements et construire chaque jour des obus. Entre entretenir des jardins et des espaces verts et étudier chaque jour comment modifier l'ADN pour accroître toujours plus le pouvoir de l'ingénierie génétique sur l'ensemble du vivant. Entre cuisiner dans une cantine ou un restaurant et surveiller chaque jour des centaines de prisonniers pour s'assurer qu'ils sont bien enfermés. Entre écrire des bandes dessinées ou vendre des livres et participer chaque jour au vol légal qu'accomplissent les bourses, les banques, les assurances, les agences immobilières etc etc. Entre enseigner une langue et sonder des sols afin d'évaluer l'intérêt ou non de les transformer en mines afin d'en extraire tel ou tel minerai. Il y a une différence entre livrer des marchandises aux particuliers et mettre son savoir et ses capacités au service d'entreprises directement impliquées dans l'industrie militaire. Seulement toutes ces différences (et tant d'autres) se volatilisent sous l'effet de l'impératif à la fois moral et économique, qui dit qu'« *il faut travailler* » avant de préciser que « *ce qui compte c'est d'avoir un salaire, peu importe le travail* ». Le salaire, voilà ce qui compte ! Le salaire, alibi de toute activité humaine, qui nous offre l'occasion de nous rassurer, dans ces moments où nous sommes envahis par le doute, à l'idée que malgré tout, derrière le travailleur, il reste un individu pensant et sensible, doté d'une conscience et de responsabilité individuelle. Car, pour en revenir au début, quand une entreprise comme Thalès génère des milliards d'euros de profits chaque année, fort heureusement il existe des travailleurs, mieux, des travailleurs syndicalistes, prêt à lutter et à se mettre en grève (et donc à interrompre ou ralentir la production) pour revendiquer non pas les 3,5 % d'augmentations de salaire promis par l'entreprise, mais 5 %. Hurrhhhh, voilà le cri de l'humaine dignité du travailleur de Thalès, rejoint par celui de Safran (elle aussi parmi les plus importantes entreprises de l'industrie-militaire tricolore) et d'autres du secteur ! Voilà des gens qui ont des principes : quand la production de mort génère de la richesse par milliards et par milliards, ceux-là exigent que cette richesse produite profite à tous ceux qui, chaque jour, suent pour que fleurisse cette industrie si fièrement nationale.

anarchie!, n°25, mai 2022

ÉCONOMIE DE GUERRE

Dans le Bihar, un des Etats les plus pauvres et les plus peuplés de l'Inde, une goutte d'eau a fait déborder le vase mercredi 15 juin, avant de se répandre dans d'autres régions, lorsque des milliers de manifestants ont commencé à s'en prendre aux intérêts étatiques dans une douzaine de villes. A Nawada, un bureau du parti au pouvoir (le BJP ultra-nationaliste) a été incendié, à Rewari l'autoroute cruciale reliant l'État du Rajasthan à New Delhi a été bloquée, à Gwalior la gare a été saccagée et des trains endommagés, à Secunderabad, Ballia, Arrah, Buxar et Lakhisarai des centaines de manifestants ont incendié les wagons en gare, à Palwal ils ont attaqué la résidence du sous-commissaire de la ville et cramé cinq voitures de police, à Bettiah la maison du vice-ministre (BJP) de l'État a été attaquée, et à Aligarh c'est la voiture d'un dirigeant local du BJP qui est partie en flammes. Au total en trois jours à peine, en plus des trains complets qui ont été consumés par la colère et des 300 autres dont le départ a été annulé, ce sont des centaines de manifestants qui ont arrêtés et des dizaines qui ont été tués ou blessés par des balles de la police, tandis qu'internet a été suspendu par le gouvernement dans 12 districts du Bihar.

Mais qu'est-ce qui a bien pu susciter toute cette colère contre l'État indien ? Son inaction face au réchauffement climatique, qui a provoqué des vagues de chaleur inhabituelles jusqu'à 50°C de mars à mai, une perte de 10 à 35 % des rendements des cultures de ce grenier à blé de l'Asie, ou les pluies diluviennes de mousson les plus élevées depuis vingt ans qui ont inondé et rasé deux millions de logements dans 4000 villages de la région d'Assam (avec des dizaines de morts) à la mi-juin ? Non, ce qui a enflammé les esprits des plus pauvres au point de les pousser à réduire en cendres nombre de structures étatiques, a été rien moins que l'annonce du vaste plan de restructuration de l'armée du pays, venu briser leurs rêves d'une future carrière militaire assurant un meilleur emploi, mariage, maison et pension.

Après la Chine, forte de ses 2,3 millions de soldats, l'Inde possède la deuxième plus grande armée du monde – ce qui en fait aussi le deuxième plus important employeur du pays –, et a décidé comme son puissant concurrent de réduire ses effectifs. Concrètement, les 46 000 jeunes embauchés cette année dans l'armée indienne ne se verront plus offrir qu'un contrat de quatre ans, à l'issue duquel seuls 25% seront gardés pour une période de 15 années supplémentaires en bénéficiant des avantages alloués aux assassins d'État. Ce qui a eu pour effet de déclencher cette vague de colère dans une partie de la jeunesse au chômage des régions les plus pauvres.

Au-delà de la déception d'une partie de ses sujets qui avaient placé leur dignité dans le plus sanguinolent des patriotismes, l'État indien ne fait pourtant ici que suivre la course mondiale aux armements, en taillant dans son petit personnel pour réinvestir les sommes dans une technologisation accrue. En 2021, plus de 2000 milliards de dollars

avaient par exemple été consacrés en dépenses militaires dans le monde, quand au plus fort de la guerre froide des années 1980 ces dépenses avoisinaient les 1500 milliards, avec un trio de tête composé actuellement des États-Unis (800 milliards), de la Chine (293 milliards)... et de l'Inde (77 milliards). Une cadence infernale à laquelle participe l'ensemble des pays du vieux continent, dont le symbole est certainement la riche Allemagne, passée de son hypocrite « *Nie wieder Krieg* » d'après 1945, à une révision de sa Constitution votée à la quasi unanimité le 3 juin dernier, afin d'y graver dans le marbre la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros destinés à réarmer le pays. Au sein de l'OTAN, ces sommes s'inscrivent dans le vieil objectif d'atteindre les 2% du PIB consacré aux dépenses militaires, ce qui a conduit l'Italie à faire passer son budget de 25 à 38 milliards d'euros par an d'ici 2028, ou la petite Belgique de 5 à 10 milliards d'ici 2035. Après la pluie des milliards déversés en Europe pour « relancer l'économie » post-confinement, voici désormais celle qui prend pour prétexte la guerre en Ukraine pour accélérer ses plans d'investissements massifs dans l'industrie de guerre.

Le 13 juin dernier, lors de l'ouverture du grand salon de l'armement *Eurosatory* qui se tient à côté de Paris, le misérable cravaté à la tête du pays a même tenu à faire une annonce fracassante conforme à l'air du temps : la France serait désormais entrée dans « *une économie de guerre* ». Mais qu'est ce que cela pouvait bien vouloir dire, à part justifier comme ailleurs une énième augmentation du budget militaire (de 41 à 50 milliards d'euros par an pour 2025) et celle des stocks de munitions, obus et autres missiles que la guerre bien plus conventionnelle que prévue en Ukraine épuise trop rapidement ? Au-delà des dépenses faramineuses, les armées modernes sont confrontées à un double problème : d'une part des investissements croissants dans la recherche technologique dont les sommes nationales investies ne garantissent pas forcément de résultats probants au sein de la compétition internationale en la matière, et d'autre part le temps nécessaire à fabriquer des équipements toujours plus sophistiqués, encore rallongé par les pénuries comme celle qui touche le secteur des semi-conducteurs ou les tensions sur certaines matières premières (le délai de production d'un seul canon à longue portée *Caesar*, fleuron de l'industrie militaire française, est ainsi passée de 9 mois à deux ans!).

C'est ici que la question devient certainement beaucoup plus intéressante pour celles et ceux qui n'entendent pas se résigner à cette nouvelle phase de montée en puissance meurtrière des Etats, qui ne concerne évidemment pas que des interventions armées extérieures, mais également l'ensemble des sujets enfermés à l'intérieur de leurs frontières. Car comment imaginer qu'en un temps où les conséquences climatiques sur les populations s'accroissent à grand pas, la question de leur gestion militarisée ne soit pas à l'ordre du jour ? En ce sens, il est d'ailleurs assez si-

gnificatif que le premier ministre belge ait récemment donné en exemple les graves inondations qui ont frappé la Wallonie en 2021... afin de réclamer une rallonge du budget militaire. Plus largement encore, afin de résoudre les problèmes de temporalités et de criticité du complexe militaro-industriel que les seules mannes financières ne peuvent résoudre, l'« économie de guerre » qui vient d'être décrétée signifie une intégration drastique à des fins militaires de tous les secteurs civils jugés nécessaires.

Prenant exemple sur la *Defense Priorities and Allocations System Program* (DPAS) – qui autorise l'État nord-américain à réquisitionner moyens humains et matériels à des fins de sécurité nationale, la *Direction générale de l'armement* (DGA) française est ainsi en train de recenser l'ensemble des entreprises industrielles et technologiques vitales qui ne sont pas encore duales, c'est-à-dire ne travaillant pas à la fois pour les secteurs civils et militaires. Dans le cadre de la révision en cours de la loi de programmation militaire 2019-2025, l'exemple fourni par les assassins gaulonnés est la possibilité d'une *réquisition d'État* des PME en mécanique de précision, afin de les mettre temporairement à disposition d'un industriel de l'armement pour que ce dernier puisse accélérer ses cadences et son cycle de production. Le second exemple concerne quant à lui les approvisionnements en matières premières critiques (titane, aciers spéciaux, métaux rares et certains composants électroniques), dont l'État souhaite attribuer une partie prioritaire à son industrie de guerre et à leurs sous-traitants, notamment en réquisitionnant les stocks dormants ici ou là dans les entreprises. Et effectivement, dans ce cas, le pouvoir ne se paye pas uniquement de mots, en prévoyant d'orienter de gré ou de force une partie plus substantielle de l'économie vers ses objectifs bellicistes.

Aujourd'hui, le vieux slogan antimilitariste « *la guerre commence ici* » semble plus que jamais d'actualité, pour autant qu'on veuille le prendre au sérieux en ouvrant minimalement les yeux, afin de les tourner vers les collaborateurs aux mains tâchées de sang qui se multiplient sous des apparences parfois anodines.

Certains domaines technologiques les plus récents sont par exemple d'emblée placés sous le signe des doubles applications civiles et militaires, notamment pour tout ce qui concerne l'intelligence artificielle, la simulation, la robotique ou la réalité virtuelle, comme en témoignent encore les 67 start-up présentes au salon *Eurosatory*, comme *Conscious Labs*, (Paris-15e) spécialisée dans les neurotechnologies ou *Cilas* (Orléans) avec son laser anti-drone. D'autres constituent

le réseau de milliers de petites entreprises duales plus traditionnelles qui approvisionnent déjà les grands groupes d'armement (*Thales*, *Dassault*, *Aubert & Duval*, *Arquus*, *Nexter*), sachant que « *Dassault a cinq mille fournisseurs pour son Rafale* » et qu'« *il suffit que l'un coince pour tout bloquer* », comme le rappelait encore récemment à bons ententeurs un ingénieur dans la presse spécialisée.

Et pour qui manquerait d'imagination en la matière, il existe même depuis 2019 un label « *Utilisé par les Armées Françaises* » (UAF) décerné par le ministère du même nom, dont le 300e a échu à la société *Musthane* (Willems, dans le Nord) pour ses plaques de désenlèvement des véhicules blindés, et dont l'un des premiers avait été remis à *Cailab* (Rennes), qui conçoit des composants optiques pour les télécommunications.

Que les forces armées interviennent en cas de catastrophes tout sauf « naturelles » est déjà la donne. Qu'elles se préparent à y faire face de façon accrue (qu'on songe simplement aux déplacements forcés de populations, aux guerres pour les ressources ou aux explosions de révolte que les conséquences du réchauffement climatique ne peuvent qu'exacerber) n'est pas non plus une nouveauté. Mais qu'on soit désormais officiellement passés d'une guerre de l'économie à une *économie de guerre* l'est peut-être davantage. L'une des conséquences est certainement d'en prendre acte, en ne regardant plus d'un même œil placide toutes ces petites entreprises qui pullulent autour de nous en participant *volens nolens* à la militarisation en cours. Et de leur signifier ce que nous en pensons, chacun à notre manière.

Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale, n° 54, 15 juin 2022



PAS DE GUERRE, MAIS LA GUERRE DE CLASSE : CONTRE L'ÉTAT, LE NATIONALISME ET LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN UKRAINE

Le rôle des anarchistes [...] dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités.

L'internationale anarchiste et la guerre

L'impérialisme et son serviteur, le militarisme, calculeront leurs profits de chaque victoire et de chaque défaite dans cette guerre [...] Du point de vue de la classe, pour le prolétariat européen dans son ensemble, la victoire et la défaite de n'importe lequel des camps belligérants sont également désastreuses.

La brochure de Junius

Rédigé en 1915, alors que la révolutionnaire juive d'origine polonaise était emprisonnée pour son agitation anti-guerre, la *Brochure de Junius* de Rosa Luxembour, ou *La crise de la social-démocratie*, est l'une des plus puissantes condamnations jamais publiées de la Première Guerre mondiale et de la société bourgeoise qui l'a produite. Plus de 100 ans après son assassinat par les *Freikorps* allemands en 1919, les paroles de Luxembour contre la

guerre semblent étrangement appropriées aujourd'hui. Elle condamne les partis socialistes européens pour avoir trahi la position fondamentale de la Première et de la Deuxième Internationale contre la guerre impérialiste en soutenant les gouvernements de leurs pays respectifs dans la « Grande Guerre ». Dans le cas de son propre parti, le Parti social-démocrate d'Allemagne, Luxembour rejette l'affirmation selon laquelle le pays est engagé dans « une guerre pour la liberté contre le despotisme russe », et montre au contraire qu'il s'agit d'une guerre impérialiste de la part de l'Allemagne, tout comme de la part des puissances alliées. Une scission similaire s'est produite à l'époque parmi les anarchistes : L'anarchiste russe Pierre Kropotkine préconisa de rejoindre la guerre du côté des puissances alliées et fut (à juste titre) dénoncé par la plupart des anarchistes, dont Emma Goldman, Alexandre Berkman et Errico Malatesta.

La capitulation de nombreux socialistes et anarchistes face au nationalisme d'État au cours de la Première Guerre mondiale et les dommages qui en ont résulté pour la lutte des classes au niveau mondial restent l'un des récits les plus tragiques de l'histoire moderne. La guerre a divisé les radicaux de gauche, les socialistes et les anarchistes de tous bords. Aucune tendance n'était unie contre la guerre. Au contraire, tous les opposants à l'impérialisme et au nationalisme d'État ont été contraints d'attaquer les éléments favorables à la guerre dans leurs propres rangs. Avec la menace d'une nouvelle guerre mondiale, nous sommes malheureusement obligés de faire la même chose avec de nombreux anarchistes aujourd'hui.

Nous vous écrivons pour aborder une tendance que nous avons observée : un discours de plus en plus pro-guerre, aligné sur les États-Unis et l'OTAN et minimisant les fascistes parmi certains anarchistes et projets d'édition nord-américains. Ayant été influencés par certains de ces anarchistes et ayant contribué à certains de ces projets, nous avons gardé le silence jusqu'à présent, supposant de bonnes intentions de leur part. Néanmoins, au cours des dernières années, nous avons constaté que les positions prises étaient systématiquement incompatibles avec une opposition réelle à l'intervention des États-Unis dans des guerres étrangères (que ce soit sous la forme de sanctions, de zones d'exclusion aérienne ou d'aide militaire), et c'est troublant. En ce qui concerne la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine, en particulier, nous sommes profondément troublés par le soutien anarchiste au soi-disant « Comité de résistance », étant donné que celui-ci (comme de nombreuses milices d'extrême droite en Ukraine) fait partie d'une initiative étatique plus large visant à renforcer les forces armées ukrainiennes. Ne rien dire serait agir en faveur de notre propre défaite alors que des anarchistes



nord-américains influents adoptent des positions qui sont, en fait, identiques à celles répétées *ad nauseum* sur les chaînes d'information libérales 24 heures sur 24 et par les faucons de guerre à Washington.

Solidarité, non moralité : retour aux fondamentaux

Nous voyons notre vie comme un projet à créer, et la mise en pratique de ce projet nécessite une analyse des conditions locales et globales de la guerre des classes, des luttes sociales en cours, et des projets conçus et mis en œuvre par les exploités. Elle exige la communication entre compagnons anarchistes, l'approfondissement de la compréhension mutuelle que l'on appelle « affinité ». Elle implique le développement d'une variété infinie de projets spécifiques qui affrontent les autorités et élargissent notre liberté.

Créativité et insurrection (2006)

La base de notre théorie et de notre pratique est que les exigences de la lutte libératoire ne sont pas en conflit avec celles de la solidarité internationale. Alors que les États tentent de nous opposer les uns aux autres pour le bien de la classe capitaliste, la lutte de classe mondiale nous rassemble contre le capitalisme et l'État. Nos cibles incluent les infrastructures étatiques racialisantes/hierarchisantes de confinement, de répression et de surveillance qui favorisent les conditions favorables à l'ascension des projets fascistes, ainsi que les projets fascistes eux-mêmes. De même que des dizaines de milliers de personnes s'opposent à la guerre dans les rues de Russie, de même ceux d'entre nous qui se trouvent aux États-Unis doivent l'attaquer de l'intérieur. Ceux qui demandent aux États-Unis des zones d'exclusion aérienne, une aide militaire et des sanctions n'agissent pas en solidarité avec nous. Nous n'agissons pas en solidarité avec eux.

Les personnes avec lesquelles nous agissons ou non en solidarité sont enracinées dans les conditions de la lutte des classes mondiale, et non dans la moralité, que nous définissons ici comme une invention de la conscience libérale, un système universalisant de valeurs et de principes de conduite individuelle compatible avec le capitalisme et la société de classes. En tant qu'outil du nationalisme d'État, la propagande de guerre fait appel à la moralité. Nous devons être prêts à la combattre. Les États présentent les guerres comme des questions morales, en formulant les États en guerre en termes de « bien » et de « mal », d'« innocent » et de « coupable », afin d'obtenir le consensus public à ce qui est fait dans l'intérêt du capital et de l'État, aux dépens de la collectivité. Ce n'est pas une coïncidence si les anarchistes qui soutiennent le nationalisme ukrainien le présentent comme le « moindre mal ». Il est révélateur qu'ils présentent l'approfondissement de la coopération entre l'État ukrainien et l'OTAN, un outil de l'impérialisme américain, comme faisant partie d'une « guerre défensive », alors qu'ils présentent la coopération entre les séparatistes russes dans certaines parties de la région ukrainienne du Donbass (également connue sous le nom de « républiques populaires ») et la Russie comme une « agression impéria-

liste ». Un conflit interimpérialiste, dans lequel 52 % des habitants ont déclaré donner la priorité à leur bien-être économique sur l'identité de leur gouvernement, comme dans les territoires contestés du Donbass, serait beaucoup plus difficile à vendre.

Nous ne disons pas que les nationalistes ukrainiens et les séparatistes russes en guerre en Ukraine sont des « marionnettes impérialistes ». Nous rejetons de telles dénégations sans fondement d'autonomie et de stratégie. Ce que nous disons, c'est que la propagande de guerre n'existe pas pour faire avancer la lutte des classes mondiale, alors que les anarchistes si. Partout où des milliers de patriotes brandissant des drapeaux sont mis en relief dans un contexte de guerre entre le « bien » et le « mal », nous voyons la soumission que les personnes marginalisées au sein de la population d'un État subissent aux mains des « bons » patriotes brandissant des drapeaux. En Ukraine, ces personnes comprennent (sans s'y limiter) les Africains, les Arabes, les Indiens, les Roms, les homosexuels et les transsexuels dont la marginalisation a récemment été aggravée par leur nouveau statut de réfugiés. Leur traitement bien documenté par le gouvernement ukrainien et nombre de ses citoyens - pas seulement ceux qui appartiennent à des groupes néonazis, fascistes ou d'extrême droite - illustre exactement ce que cache l'« alliance » acritique avec n'importe quel nationalisme européen.

Il est également important d'être clair : l'impératif sur lequel les plateformes anarchistes et gauchistes continuent d'insister - à savoir « écouter » les anarchistes en Ukraine - ne résoudra pas plus les problèmes structurels que « l'écoute » des individus marginalisés aux États-Unis. Ce n'est pas surprenant, mais c'est quand même décevant de voir des anarchistes qui tournent en dérision les politiques d'alliances de base, dans le contexte des luttes des Noirs et des autres non-blancs aux États-Unis, les déployer dans le contexte de l'Ukraine. La politique d'alliance utilise des « représentants » pour parler au nom de races, d'éthnies, de pays entiers, etc. en ce qui concerne la lutte, en présentant des groupes sans conflits internes significatifs et sans désaccords sur les moyens et les fins de la lutte. Ceux d'entre nous qui vivent aux États-Unis ont vu cette politique de représentation faciliter la récupération par l'État d'une lutte potentiellement libératrice. Ce que cela représente dans le contexte de l'Ukraine fait directement le jeu des nationalistes ukrainiens, tout en occultant la réalité de la loi martiale dans un pays qui, entre autres, a interdit aux hommes et aux femmes transgenres âgés de 18 à 60 ans de partir « dans le but de forcer le pays à se défendre ». En d'autres termes, la politique des alliés obscurcit les luttes au sein des luttes — des luttes qui, contrairement à la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ont un potentiel libérateur.

Une lutte qui a été mise de côté par la fétichisation du militantisme sous la forme de milices soutenues par l'État est la lutte aux frontières de l'Ukraine. Alors que des millions de personnes déplacées fuient le pays, la situation offre une opportunité stratégique d'attaquer les systèmes et infrastructures de contrôle des frontières, de construire des structures de solidarité (comme certains anarchistes l'ont

déjà fait) qui offrent transport, abri et assistance aux réfugiés, ainsi qu'aux autres migrants, et de lutter pour les principes de l'antiracisme/antifascisme tout au long de ce processus. Les conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine seront internationales. Elles traverseront littéralement de (nombreuses) frontières. C'est le moment idéal pour les anarchistes d'intervenir à ces points d'étranglement du contrôle social, alors que le gros de l'armée est occupé ailleurs et que les masses de personnes demandant l'asile s'engorgent devant ces barrières arbitraires et menacent de les faire exploser.

MINIMISER LES FASCISTES: « IL Y A DES FASCISTES DE TOUS LES CÔTÉS»

Le fascisme est une forme révolutionnaire de populisme de droite, inspirée par une vision totalitaire de la renaissance collective, qui conteste le pouvoir politique et culturel capitaliste tout en favorisant la hiérarchie économique et sociale.

Matthew N. Lyons

En 2018, Greg Johnson, rédacteur en chef de la maison d'édition nationaliste blanche Counter-Currents, basée aux États-Unis, a ouvert sa présentation lors de la deuxième conférence Paneuropa à Kiev en commentant ce qu'il voyait se passer en Ukraine :

« Je vois que vous êtes en train de construire un ordre social alternatif ici, une société alternative, et c'est ce que nous devons tous faire dans tous les pays blancs. Nous devons avoir une sorte de noyau organisationnel qui peut démontrer qu'il peut faire toutes les choses nécessaires pour assurer l'avenir d'une société, parce que cela nous donnera la capacité de prendre le pouvoir un jour, et je pense que ce processus est très avancé dans ce pays, et c'est ce qui est le plus impressionnant pour moi. »

Johnson est loin d'être seul dans son admiration. Depuis la révolution de Maidan en 2014, les succès des nationalistes d'extrême droite en Ukraine ont été une source d'inspiration pour de nombreux individus et groupes d'extrême droite, notamment le tireur de Christchurch Brentan Terrant, la division Atomwaffen, The Base et le mouvement Rise Above, et le pays est devenu une « Mecque touristique » pour les fascistes et les néonazis du monde entier.

Pour ceux d'entre nous qui ont été dans des conflits à la vie à la mort avec des néonazis « américains » qui se sont rendus en Ukraine pour s'entraîner, il est exaspérant de voir les contorsions auxquelles se livrent certains anarchistes pour minimiser la domination des fascistes et des néonazis dans ce pays. Le mouvement d'extrême droite ukrainien a été institutionnalisé au sein du gouvernement ukrainien. Des bataillons néonazis ont été incorporés, intacts, dans les forces armées du pays. Des milices fascistes ont formé des patrouilles de rue sous contrat avec les autorités municipales de la capitale et d'autres grandes villes. D'anciens dirigeants et membres de milices néonazies et

de groupes paramilitaires se sont établis comme « activistes civiques », profitant de l'obsession libérale pour le discours abstrait sur les « droits de l'homme » pour faire des percées dans le « troisième secteur » de l'Ukraine en tant que groupe d'intérêt légitime. Grâce à son accès aux armes, à une infrastructure construite au fil des ans et à diverses sources de financement privées, étatiques et municipales, l'intégration formelle (mais pas totale) de l'extrême droite ukrainienne à l'État lui confère un pouvoir et une influence inégalés dans le contexte de l'extrême droite mondiale.

Le fait que l'extrême droite ukrainienne ait peu gagné en termes de représentation parlementaire masque la présence et le pouvoir croissants du mouvement, non seulement au sein des organes de l'État, mais aussi dans la rue. Comme l'a déclaré Volodymyr Ishchenko, sociologue à l'Institut polytechnique de Kiev : « Sur le plan électoral, ils sont faibles, mais en termes extraparlementaires, ils font partie des groupes les plus forts de la société civile. L'extrême droite domine la rue. Ils ont le mouvement de rue le plus fort d'Europe ». La signification de cette domination de la rue devrait être claire pour les anarchistes et les antiracistes/antifascistes aux États-Unis. La menace qu'elle représente l'était certainement pour CrimethInc. en 2014 lorsque, faisant un reportage sur l'Euromaidan dans « *La révolution ukrainienne et l'avenir des mouvements sociaux* », le projet d'édition a décrit les lignes de front de la révolution comme « dominées par les fascistes, qui ont attaqué les anarchistes et les féministes lorsqu'ils ont essayé de s'organiser sous leurs propres bannières ». En d'autres termes, si la plupart des manifestants n'étaient pas fascistes, il n'était pas nécessaire qu'ils le soient pour que les fascistes apparaissent dominants et empêchent les anarchistes et les gauchistes de participer à l'Euromaidan selon leurs propres termes.

Familiers avec le potentiel radical de la politique extraparlementaire, les anarchistes et les antiracistes/antifascistes américains connaissent le pouvoir, ainsi que le danger, d'intervenir au niveau de la rue. Aussi dangereux que cela ait été, cela pourrait toujours devenir plus dangereux, comme c'est le cas pour beaucoup en Ukraine depuis 2014. L'organisation des anarchistes et des gauchistes a été limitée par des groupes armés d'extrême droite, non seulement pendant l'Euromaidan, mais aussi après : la violence d'extrême droite contre les anarchistes, les antifascistes, les féministes et les militants LGBTQ est devenue monnaie courante, limitant leur capacité à s'organiser. Les pogroms contre la communauté rom du pays par des groupes néonazis et d'autres groupes d'extrême droite ont également augmenté. En 2018, après que des groupes néonazis ont incendié un campement rom à Kiev, poignardé à mort un Rom à Lviv, et que des groupes d'extrême droite ont attaqué des marcheurs de la Journée internationale de la femme dans plusieurs villes d'Ukraine, Amnesty International a écrit : « L'État ukrainien perd rapidement son monopole sur la violence ».

Nous ne prétendons pas que « l'Ukraine est un État fasciste ». Nous argumentons sur la montée en puissance du

mouvement d'extrême droite ukrainien (plein de fascistes et de néonazis), car il semble que l'État ukrainien ne puisse ou ne veuille pas faire plus que partager le pouvoir avec lui. Ce partage du pouvoir est évident, non seulement dans la présence de l'extrême droite au sein de l'État et dans les rues, mais aussi dans la tentative de l'État de légiférer sur l'histoire par le biais de « lois de décommunisation » adoptées au printemps 2015. Ces quatre lois criminalisent l'utilisation de symboles communistes et toute mention publique positive de l'ère soviétique, tout en accordant une protection juridique aux membres survivants de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). La critique publique de ces groupes est criminalisée, malgré leurs liens avec les néonazis et leur histoire de nettoyage ethnique, de pogroms et de collaboration avec les nazis allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est sur la base de ces « lois de décommunisation » que les partis communistes ont également été interdits en 2015, et récemment, invoquant la loi martiale, l'actuel président ukrainien Volodymyr Zelenskyy a annoncé la suspension immédiate de 11 autres partis, dont aucun n'est d'extrême droite, ainsi que la nationalisation et la fusion de toutes les grandes stations d'information en une seule entité médiatique appelée « United News ».

Comme le disait récemment un camarade en Ukraine : « Il est difficile de nier que la situation actuelle sert définitivement les forces réactionnaires ». En gardant cela à l'esprit, nous trouvons alarmant le soutien anarchiste au « Comité de Résistance » (désormais appelé CR) et le manque de détails avec lesquels les plateformes anarchistes ont présenté et promu le CR. Le CR existe dans le cadre des forces armées ukrainiennes, en tant que partie des Forces de Défense Territoriale du pays, très populaires et entièrement bénévoles. Le groupe comprend des ultras d'Arsenal Kyiv et est photographié sur l'Instagram de Hoods Hoods Klan (le noyau des ultras d'Arsenal Kyiv). Étant donné le soutien du projet d'édition à la CR, nous avons été choqués d'apprendre, par deux textes que CrimethInc. a publiés en 2014, que les ultras de l'Arsenal Kyiv ont appelé à une trêve avec les néonazis et ont collaboré avec des « anarchistes nationaux » (fascistes) pendant l'Euromaïdan. Selon un membre du syndicat autonome des travailleurs de Kiev interrogé par CrimethInc, dans l'un des textes publiés :

« Les fans de football antifascistes d'Arsenal-Kiev ont décidé de se joindre à la manifestation contre la brutalité policière. Ils ont déclaré [une] trêve avec les nazis et ont rejoint les combats contre la police. De plus, les fans d'« Arsenal-Kiev » ont lancé un appel à tous les anarchistes et antifascistes pour qu'ils se joignent à leur lutte, alors qu'ils coopéraient avec les national-anar-

chistes d'« Avtonomy Opir ». Après que des anarchistes aient émis des critiques sur cette alliance, les supporters de football ont menacé de violence tous ceux qui les critiquaient. Bien sûr, cette proclamation a eu un effet inverse, car encore plus de gens ont tourné le dos aux fans de football ».

Au cours de nos recherches, nous avons trouvé d'autres récits de première main qui confirment que les ultras du Klan Arsenal Kyiv ont participé aux manifestations de l'Euromaïdan. Ces témoignages confirment également qu'il y a eu, du moins pendant un certain temps, une trêve avec les néonazis et que les ultras, ainsi que de nombreux gauchistes, ont collaboré avec Avtonomy Ophir/Résistance autonome, une organisation d'« anarchistes nationaux » de troisième position étroitement associée à Svoboda jusqu'à ce qu'elle se sépare du parti politique ultranationaliste pendant l'Euromaïdan.

Il est clair que certains anarchistes n'ont pas ignoré la force du mouvement d'extrême droite ukrainien et ses implications profondément négatives pour la lutte libératoire, qui nous obligent à regarder au-delà des drapeaux et des symboles, les conditions qui ont donné le pouvoir à ce mouvement en premier lieu. La question n'est pas celle de l'« imperfection » ou de l'« impureté » des forces de résistance. Pour l'Ukraine, la guerre avec la Russie continuera à favoriser la violence fasciste au nom de la « nation » et de l'« unité nationale ». La dissidence continuera d'être réprimée comme étant « pro-russe ». Les personnes qui pillent pour survivre continueront à être battues, déshabillées et scotchées aux lampadaires et aux poteaux téléphoniques pour avoir « essayé de tirer profit de l'invasion russe. » Non seulement tout mouvement de gauche ou anarchiste, ayant une quelconque chance de contrer l'extrême droite, a été marginalisé avec succès par les néonazis, les fascistes et le mouvement d'extrême droite plus large depuis 2014 (ou avant), mais en plus, dans le cadre de la guerre entre l'État ukrainien et la Fédération de Russie, il n'y a pas d'horizon libératoire. C'est là le problème. Il est important d'être clair à ce sujet.



ANTI-GUERRE/ANTIMILITARISME

Faire l'éloge de la démocratie ukrainienne, sur la base de son système parlementaire et de son vernis de droits civils, occulte à la fois le fascisme latent dans les démocraties libérales, en tant que forme de contrôle social dépolitisé, et la relation du mouvement d'extrême droite du pays avec la politique ukrainienne. Il s'agit, en fait, de la tendance la plus à même de bénéficier d'une guerre avec la Russie. Dans ce contexte, les plates-formes anarchistes qui insistent pour soutenir la CR et/ou l'armée plus large dont le groupe fait partie sont de connivence avec la propagande de guerre néolibérale et ultranationaliste et épousent le militarisme. Aussi compliquée que soit leur position, elle ne l'est pas. Afin de comprendre comment certains considèrent le militarisme comme justifié pour la défense de la « démocratie » ukrainienne, nous devons aborder la tendance parmi les anarchistes et les gauchistes qui est, implicitement ou explicitement, partisane de la démocratie libérale occidentale. Cette tendance repose sur la croyance que les conditions de domination de la classe capitaliste offertes par la démocratie libérale sont plus favorables à la lutte libératoire. Cependant, cela implique une vision progressiste de l'histoire qui exclut la possibilité même de l'anarchie. L'anarchie est l'inséparabilité des moyens et des fins. Comme l'écrivent les compagnons dans *A couteaux tirés* :

« *Liquider le mensonge de la transition (la dictature avant le communisme, le pouvoir avant la liberté, le salaire avant la prise sur le tas, la certitude du résultat avant l'action, les demandes de financement avant l'expropriation, les « bandes éthiques » avant l'anarchie, etc.) signifie faire de la révolte elle-même un moyen différent de concevoir les rapports.* »



Il n'y a pas de chemin « de la démocratie à la liberté ». La véritable libération collective n'a que de l'antagonisme pour la démocratie libérale.

De plus, dirigée comme elle l'est par les intérêts économiques et la puissance militaire euroaméricaine, toute défense du projet libéral-démocratique occidental va intrinsèquement à l'encontre de toute forme de lutte libératoire. Subordonner l'antimilitarisme à la prise de position contre les « dictateurs » et soutenir les appels à « l'aide de l'Occident », comme on nous dit de le faire dans « *Guerre en Ukraine : 10 enseignements syriens* », un article récemment publié par CrimethInc. est totalement incompatible avec toute position anarchiste significative, et encore moins anti-guerre. Les États-Unis eux-mêmes ont une histoire d'invasions, de guerres par procuration, d'« opérations » de changement de régime et de renforcement des forces d'extrême droite dans le monde qui éclipsent les aspirations impérialistes de la Fédération de Russie sous Poutine. En fait, par le biais d'appels à des sanctions contre la Russie, les États-Unis perturbent actuellement la dépendance de l'Europe à l'égard du pétrole russe et augmentent leurs propres exportations de gaz naturel liquéfié, et le conflit Ukraine-Russie est une aubaine pour les entrepreneurs de défense américains. Les capitalistes vont continuer à poursuivre leurs propres intérêts dans la lutte des classes mondiale, même si nous cessons de poursuivre les nôtres.

Cependant, le glissement anarchiste et gauchiste vers la prise de parti entre les camps impérialistes et nationalistes concurrents est devenu de plus en plus évident au cours des dernières années, en particulier pour ceux d'entre nous qui ont été impliqués dans les efforts de solidarité avec le Rojava.

La formation anarchiste originelle au Rojava, l'International People's Guerilla Forces (IRPGF), était explicitement alliée aux partis communistes (qui avaient des décennies d'expérience dans le mouvement de la liberté kurde) sur le terrain et une organisation membre du Bataillon international de la liberté. Les premiers efforts de solidarité se sont concentrés sur la promotion de la position de la guérilla anarchiste et le renforcement de cette position au sein de l'alliance. Cependant, au fur et à mesure que les anarchistes américains ont commencé à participer aux efforts de solidarité, ces perspectives ont été de plus en plus négligées, et la *realpolitik* des Unités de défense du peuple (YPG), en tant qu'organisation parapluie et autorité principale parmi les différents points de vue, l'a emporté. Les anarchistes américains ont affirmé que l'appel à l'expansion de l'engagement américain était ce que « la communauté » voulait, alors qu'en réalité, ils avaient eux-mêmes choisi de ne pas amplifier la position des guérillas anarchistes (et de leurs alliés communistes) et d'encourager plutôt la réaction impériale. Notre intention ici n'est pas de surestimer l'influence et l'impact des groupes de solidarité, mais de souligner une tendance : Les anarchistes américains encouragent, renforcent et *se rangent* - très délibérément - du côté des forces réactionnaires et contre-révolutionnaires du monde entier, se retrouvant encore et toujours du mauvais côté de la lutte de classe mondiale.

Un double standard inquiétant et non sans rapport s'est également développé parmi certains anarchistes alignés sur les États-Unis et l'OTAN, en ce qui concerne la lutte anarchiste et antiraciste/antifasciste aux États-Unis. En août 2020, dans la foulée du soulèvement de George Floyd, l'antifasciste Michael Reinoehl a abattu le fasciste Aaron Danielson, un partisan du groupe d'extrême droite Patriot Prayer à Portland, OR. Avant que quiconque ne connaisse les détails de ce qui s'est passé, CrimethInc. et leurs alliés des éditions Ill Will et de Vitalist International (deux projets comprenant des « Appellistes » qui ont beaucoup flirté avec l'extrême droite) ont dénoncé ce qu'ils supposaient être arrivé en appelant leurs camarades à « ne pas se laisser entraîner dans des matchs de rancune... [ou] chercher à se venger dans une guerre symétrique ». Ils ont déploré : « L'escalade vers la force mortelle est tragique pour tous ». Cependant, il semble que, lorsqu'il s'agit de militarisme pur et simple aligné sur la stratégie des États-Unis et de l'OTAN à l'étranger, CrimethInc. soit au moins disposé à subordonner toutes les considérations à l'effort de guerre, dans un « front populaire » avec des nationalistes blancs qui ne sont pas sans rappeler ceux dont la mort chez eux est considérée comme « tragique ». L'allégeance défensive à la blancheur affichée est nauséabonde.

Alors que les tensions à l'intérieur et à l'extérieur du pays continuent de s'intensifier, les guerres civiles ne sont pas unimaginables. Dans l'esprit de faire avancer la lutte des classes et d'éviter les situations déchirantes, nous espérons atténuer les tendances inquiétantes de la dérive nationaliste. Nous ne voulons plus entendre d'appels militaristes à l'escalade des guerres interimpérialistes parmi les anarchistes. Nous n'avons pas envie d'entendre à nouveau des anarchistes appeler à la « désescalade », dans des contextes comme celui de Reinoehl.

Contre tous les États-nations

Nous ne pensons certainement pas que la Fédération de Russie soit en quoi que ce soit antifasciste. Au contraire, Poutine soutient de manière opportuniste les mouvements d'extrême droite en Europe depuis de nombreuses années. Olena Semenyaka, la « première dame du nationalisme ukrainien » et la secrétaire internationale du parti politique du bataillon Azov, le Corps national, était amie et a même collaboré avec Aleksandr Dugin (« le Raspoutine de Poutine ») jusqu'à l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Il est vrai qu'il y a des fascistes dans tous les camps du conflit. Il y a des fascistes partout, mais ce fait ne doit pas être utilisé pour minimiser leur pouvoir disproportionné en Ukraine. Bien que les néonazis du monde entier puissent partager une vision similaire à celle du fondateur du mouvement Azov lorsqu'il a proclamé que la mission historique de son groupe était de « mener les races blanches du monde dans une croisade finale... contre les *Untermenschen* [sous-hommes] dirigés par des sémites », c'est en Ukraine qu'un mouvement d'extrême droite national a acquis la force et la popularité nécessaires pour commencer à manifester un objectif aussi odieux.

« Nous pouvons nous opposer à une victoire russe tout en trouvant une valeur antifasciste dans une défaite ukrainienne. »

La gauche autoritaire et la « désinformation russe » ne sont pas les seules à critiquer et à s'opposer à l'impérialisme de l'OTAN, au mouvement d'extrême droite en Ukraine et au nationalisme ukrainien. Ces positions devraient être évidentes pour tous les anarchistes, antiracistes/antifascistes et antiautoritaires. Notre opposition à l'implication des États-Unis dans des guerres étrangères et à l'union des forces avec l'État ukrainien et les milices d'extrême droite dans la défense territoriale de l'Ukraine ne fait pas de nous des alliés de l'État russe : nous condamnons l'invasion et la militarisation et sommes solidaires des manifestants anti-guerre, des transfuges des forces armées et des saboteurs de la conscription qui risquent leur vie et leur liberté en Russie, en Ukraine et dans le monde. Mais s'opposer à l'agression russe ne doit pas être synonyme de soutien à l'Ukraine, si nous voulons maintenir notre engagement envers les principes de l'antifascisme, de l'anti-nationalisme, de la destruction de toutes les frontières séparant les citoyens supposés « méritants » des migrants et des réfugiés, et des armées d'État qui enrôlent ou contraignent leurs citoyens les plus pauvres à faire la guerre au nom des classes dirigeantes.

Les anarchistes ne se battent pas pour créer ou défendre la souveraineté des États. Nous nous battons pour démanteler les divisions, tant matérielles qu'idéologiques, qui les créent. Dans cet esprit, nous nous opposons lorsque, au sein de nos mouvements, il devient difficile de distinguer les intérêts de la politique étrangère américaine et des fabricants d'armes des nôtres. Les dangers des tendances réactionnaires et contre-révolutionnaires nécessitent de la vigilance. Nous saluons le refus de principe de prendre parti pour l'un ou l'autre camp dans une guerre entre États impérialistes, le refus de soutenir l'hégémonie de l'OTAN et l'impérialisme américain, et le refus d'un front populaire avec les fascistes.

Dans l'esprit de Sholem Schwarzbard¹,

Des anarchistes de Oakland, San Francisco, New York et Pittsburgh, 13 avril 2022

¹ Samuel « Sholem » Schwarzbard (18 août 1886 - 3 mars 1938) était un poète d'origine russo-juive et franco-yiddish. Communiste et anarchiste, il est surtout connu pour l'assassinat du leader national ukrainien Symon Petliura en 1926, revendiqué en ces termes : « J'ai tué Petliura pour venger le sort des milliers de victimes des pogroms en Ukraine qui ont été massacrées par les forces de Petliura sans qu'il n'ait rien fait pour empêcher cela ». Il a écrit des poèmes en yiddish sous le pseudonyme de Baal-Khaloymes [le rêveur]. (NdT)

APOCALYPSE OU INSURRECTION

NE PAS ADHÉRER ET SABOTER (ESPACE, ÉCONOMIE DE GUERRE, RÉARMEMENT)

«Contre la guerre, contre la paix, pour la révolution sociale» (L. Galleani).

Le réarmement allemand et la « boussole stratégique militaire »

Rien de nouveau sur le front oriental... voilà ce qui semble être désormais la synthèse cruelle et absurde faite par la propagande de guerre au cours des dernières semaines. Le conflit semblerait déboucher sur une situation qui ressemble plus à une guerre de position, tandis qu'à l'horizon commence à se profiler le scénario d'une répartition du territoire et des populations habitants l'Ukraine, entre d'un côté le talon de fer des capitalismes occidentaux et de l'autre celui de la bourgeoisie russe. Comme toujours, celle qui en fait les frais au milieu, c'est notre classe.

Sous nos latitudes, l'élément le plus significatif pour quiconque cherche à réaffirmer une position théorique et pratique internationaliste qui soit cohérente, est représenté par ce qu'il se passe à l'intérieur des rangs du patronat et du militarisme de chez nous. Réarmement, préparation à une guerre « de haute intensité », économie de guerre et appauvrissement constant du prolétariat. Voilà ce que nos classes privilégiées et les États européens sont en train de mettre en œuvre.

L'annonce faite le 27 février dernier par le chancelier allemand social-démocrate Scholz, au sujet du réarmement de l'État et du militarisme à la sauce prussienne, est une de ces annonces qui marquent un point de rupture sur la scène de l'histoire. Rien ne sera plus comme avant. Après être sorti vaincu de l'affrontement avec les autres bourgeoisies lors des deux précédentes boucheries mondiales, le patronat allemand, un des plus forts au niveau mondial, décide officiellement de se réarmer. C'est au chancelier social-démocrate, avec le soutien du parti des Verts, de le déclarer et de faire le travail « de gauche » du Capital et de l'État allemand. Tout simplement « habiles et enrôlés ». L'analogie avec certaines des pages les plus laides et cruelles du mouvement ouvrier est immédiat, notamment celles de 1914, où le rôle actif joué par les sociaux-démocrates ayant sacrifié les exploités et les exploitées devant les suprêmes intérêts bourgeois et nationalistes. L'une des phrases du discours du chancelier brille par sa *Wel-tanshaung* terrible et nationaliste : « *Nous sommes du bon côté de l'histoire* ».

Berlin a décidé d'allouer 100 milliards d'euros à ses forces armées, et de garantir pour le futur plus de 2 % de son PIB pour la guerre.

Sur le plan des capitalismes européens, l'initiative allemande s'explique par l'approbation de la « boussole stratégique militaire ». Comme cela est arrivé grâce à l'épi-

démie de Covid, et plus rapidement encore, la guerre en cours est en train d'accélérer de manière impressionnante les dynamiques du capital et des États. Pour l'Union Européenne aussi, c'est-à-dire pour le compromis historique du capital franco-allemand, tout comme pour les processus de construction de chaque État, l'épée suit désormais nécessairement la monnaie.

Maxi-investissements dans le secteur « duale » (lire : militaire), institution d'une force rapide d'intervention militaire. Le conseil de l'U.E. a formellement approuvé la « boussole stratégique », instrument qui dicte les lignes pour une défense commune pour la prochaine décennie. Le haut représentant de l'U.E. pour la politique étrangère, Borrel, commente avec un agaçant « *Si ce n'est pas maintenant, alors quand ?* ». L'instrument du nouveau-né militarisme unitaire européen prévoit, entre autres, l'institution d'une force de déploiement rapide de jusqu'à 5 000 soldats et 200 experts en missions de « politique de défense et de sûreté commune ».

Le réarmement des États européens, toujours plus coordonnés au niveau central et déjà esquissé dans le document *Next generation EU*, se réalisera en particulier dans le secteur spatial et aéronautique, aussi bien par des investissements économiques, que par une mobilisation du secteur de la recherche, ainsi que dans l'importance accordée aux guerres actuelles et futures (comme le conflit en Ukraine l'illustre déjà).

Guerres spatiales et guerres cybernétiques, joint apostles du 21e siècle

Comme cela ressort des opérations militaires en Ukraine, la reconnaissance et la prise de photos des objectifs grâce à l'utilisation de drones et de satellites est d'une grande importance.

Un exemple significatif : les satellites « Starlink » de Musk sont en train de guider les attaques des drones « suicides » contre les colonnes cuirassées et mécanisées de l'armée russe. L'accès au système peut se faire à travers de simples ordinateurs portables. La constellation de satellites est déjà utilisée au niveau dual, aussi bien pour garantir la connectivité que pour mener les opérations militaires.

Voyons maintenant brièvement à quel point le contrôle et le développement de ce secteur sont importants pour les analystes de la domination mondiale.

Voilà comment est subdivisé l'espace selon ces Messieurs : premier espace, à savoir, comme nous l'écrivions déjà dans l'opuscule *Dietro le quinte*, la première zone circumterrestre ; macrosphère, expansion en haut de la terre, trampoline vers le cosmos, mais avant tout – pour

les généraux – pivot pour contrôler notre planète.

Dans la première partie de cette zone, de la superficie de la planète à la ligne de Karman (frontière conventionnelle entre l'atmosphère et l'espace établi à 100 km d'altitude), se matérialise le spectre des nouveaux missiles hypersoniques à tête nucléaire possédés par tous les capitalistes les plus influents et puissants au niveau mondial. De cette couche jusqu'à environ 36 000 km d'altitude se trouve le « Milspace », à savoir la partie la plus encombrée et polluée, c'est-à-dire l'ensemble des orbites basses jusqu'à 2 000 km d'altitude, où persistent les satellites de renseignements, de surveillance et de reconnaissance. Autour des 20 000 km d'altitude se trouvent les satellites des différents systèmes de positionnement mondial, le système « GPS » états-unien, le « Glonass » du capital russe, le « Beidou » mandarin. L'orbite géostationnaire se situe à 36 000 km d'altitude. Là, la période de révolution du satellite qui la parcourt coïncide avec la période de rotation de la Terre. Orbite disputée par les satellites espions et par ceux des télécommunications. Au-delà de tout cela, la Lune. Disputée entre capitalisme états-unien et chinois ; objectif stratégique du futur très proche aussi bien pour les ressources à extraire (terres rares) que pour être utilisée comme plateforme au sommet d'où dominer la planète.

Les stratégies de la domination à la bannière étoilée calquent les équations du pouvoir spatial sur le pouvoir maritime. Élaboré suivant la stratégie de la domination des mers développée par l'amiral Alfred Thayer Mahan à la fin du 19^e siècle, puis par l'ingénieur Cole, qui en 1964 postula que dans la géographie spatiale les routes préférentielles à assurer et à protéger sont celles tracées par les orbites de transfert de Hohmann et des points de Lagrange, où les champs gravitationnels de la Terre et de la Lune s'annulent réciproquement. La compétition pour l'accaparement de ces positions est déjà ouverte. Les passeurs spatiaux de Cole partent de la Terre pour arriver à la Lune, à Mars et aux satellites de Jupiter : Io, Ganymède et les océans glacés d'Europe. En suivant une telle analogie, on en arrive évidemment à penser à un unique, vulnérable, « goulot d'étranglement » à occuper et à protéger : le premier espace circumterrestre, seule voie pour pouvoir accéder à l'espace profond.

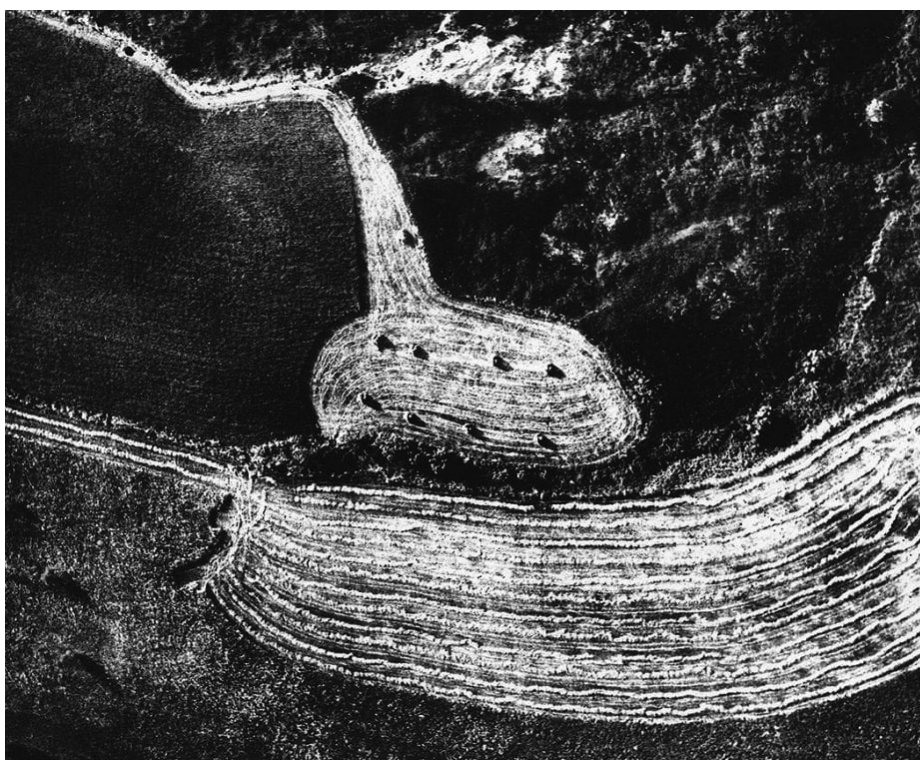
Le précipité stratégique d'une telle idéologie est, en 2019, dans la constitution des forces spatiales de l'État nord-américain.

Comme nous le rappelions dans le titre de ce bref chapitre, un paradoxe se cache dans l'absolutisme spatial : plus la dépendance d'une nation aux hautes technologies est développée et sophistiquée, plus vaste est la

superficie que celle-ci expose aux attaques de l'ennemi. À savoir, les guerres spatiales et les guerres cybernétiques sont, pour citer Mahan, les *joint apostles* du 21^e siècle, tout comme la marine militaire et la flotte marchande le furent pour le patronat américain à la fin du 21^e siècle.

Pour les savants bourgeois, cependant, l'analogie entre *sea* et *space power* est potentiellement insoutenable. Selon leurs admissions, les énormes distances ont trop d'incidences sur l'identité de l'« homme spatial ». Abandonné dans l'espace « comme un chien blessé » (pour citer l'astronaute USA Breen, qui en 1962 conduisit une expérimentation d'isolement dans une capsule spatiale à terre pendant cinq mois), le futur colon spatial pourrait se révolter contre son patron. Se transformer de citoyen en pirate. D'où, et aussi pour cela, les tentatives de remplacer l'astronaute avec les robots et avec l'« intelligence artificielle ». Sur cet aspect, le même Kissinger met en garde la classe dirigeante états-unienne : « Un algorithme connaît seulement les instructions et ses objectifs, il ne connaît ni la morale ni le doute ».

En 2019, comme nous le disions, ont été constituées les *space forces* de l'État états-unien, et le *space command*, mis en pause en 2002, a été réactivé. Le *space command* est un commandement combattant, qui s'occupe d'opérations au-dessus de 100 km d'altitude ; protégeant les satellites des collisions et des attaques, il assure la fonctionnalité du système GPS, et contrôle une vingtaine de radars et de télescopes rassemblés dans le *space surveillance network* avec des installations en Grande-Bretagne, en Norvège, au Danemark, en Australie et sur les îles Marshall. Avec, pour adversaires actuels, le capitalisme chinois et celui russe. La crainte pour les militaristes états-unien (comme pour n'importe quel militariste) est d'être « aveuglés ». En d'autres termes, ils craignent qu'en cas de conflit les satellites soient rendus inutilisables, pour



ensuite abattre sur les flottes USA une pluie de missiles hypersoniques. Chaque État d'une puissance significative a testé des armes antisatellites. Un satellite peut être mis hors d'usage avec des armes à énergie dirigée (laser), avec la guerre électronique (*jamming* et *spoofing*), sans compter l'arme « pauvre » mais efficace par excellence : celle cybernétique. Des opérateurs militaires russes et chinois se sont déjà montrés en mesure d'intercepter un satellite, et dans l'éventualité de le tourner vers le Soleil faisant ainsi frire son capteur optique.

Pour les *space forces* tout juste naissantes, au contraire, l'objectif est le déplacement de la première ligne défensive des orbites terrestres à l'espace cislunaire. Ils sont par ailleurs en train d'étudier un système de transports cislunaires à réaliser dans les 5/10 prochaines années, pour se doter de « hub » au-delà des orbites géosynchrones de la Terre.

L'arrivée des missiles hypersoniques change la manière de concevoir un conflit entre États. Il en existe de deux types : ou un groupe de missiles (principalement à tête nucléaire) qui est lancé avec un lanceur à très hautes altitudes jusqu'au premier espace pour ensuite retomber sur la superficie, ou bien des missiles avec un rayon d'action plus court, qui sont lancés depuis des plateformes conventionnelles comme des avions (le militarisme russe en a expérimenté un en Ukraine). Ces missiles ont cependant une faiblesse cruciale : la connaissance approximative de la position de la cible. Le véritable problème, pour les analystes de mort, n'est donc pas l'existence d'un missile hypersonique en soi, mais l'exploration de l'espace. L'arme hypersonique introduit donc un type de combat radicalement nouveau, dans lequel le contrôle des orbites basses

de la Terre déterminera le résultat des conflits.

Astrographie, *race for space*, « Artémis » et *space economy*

Le facteur le plus important pour comprendre la topographie spatiale est la gravité. Montagnes et vallées gravitationnelles. Les lieux les plus utiles comme les bases commerciales et stratégiques dans l'espace entre la Terre et la Lune sont, comme nous le disions déjà, les anomalies gravitationnelles connues comme points de Lagrange. C'est-à-dire que, en observant un espace dans lequel interagissent deux champs gravitationnels quelconques, il y a 5 points où un objet serait stable en s'équilibrant entre les forces gravitationnelles en jeu. L'État chinois a déjà occupé durablement un de ces points. Deux autres sont déjà dans les mains de l'expansionnisme états-unien. Jusqu'à présent, par exemple, le côté le plus lointain de la Lune a toujours été au-delà du contact radio avec la Terre. Plus maintenant. Une des intentions des patrons chinois pour le futur proche à venir est de construire un avant-poste humain sur une montagne près du pôle Sud lunaire, étant donné que le pôle Sud contient la plus grande quantité d'eau congelée disponible sur notre satellite (source d'énergie et d'oxygène sur place), et de réaliser sur la cime des montagnes de cette zone lunaire une centrale de production d'énergie solaire en mesure de recevoir la lumière sans interruption. La logique de l'astrographie unie à l'astrostratégie est claire : la domination de notre satellite naturel sert pour le dévaster et le piller des matières premières nécessaires au développement du mode de production du monde digital et des nouvelles technologies. Mais aussi et par-dessus tout pour avoir une position avancée capable de contrôler notre planète dans la « logique » d'affrontement entre capitalismes et États adversaires.

La *new space economy* est une des nouvelles frontières d'investissements et un nouveau territoire de colonisation de la part des capitalismes mondiaux. Semblable comme secteur au prétendu capitalisme « vert ». La Chambre de Commerce états-unienne estime que dans les vingt prochaines années, au niveau global, ce secteur passera comme volume d'affaires des 400 milliards environ de dollars annuels actuels à au moins 1 500 milliards. Cette branche du capital est aujourd'hui inondée d'entreprise qui abattent les coûts d'activité dans les domaines de l'observation terrestre, de la détection par satellite, dans la fabrication et la mise en orbite d'appareils spatiaux. Le développement de la 5G et de l'« Internet des choses » promet d'amener le réseau sur les satellites, lesquels accompagneront ainsi dans les années à venir les dorsales sous-marines dans le transport d'énormes quantités de données. Nous assistons à l'apparition d'un nouvel appareil militaro-industriel, dans lequel la dualité est un trait saillant des technologies digitales, balistiques et aérospatiales. C'est cela qui dans le capitalisme à la bannière étoilée est désormais nommé *race for space*.

Dans ce sens le programme « Artémis » est considéré comme celui de pointe pour le capital. C'est un pro-



gramme spatial conçu par l'État USA avec le concours de la bourgeoisie australienne, brésilienne, canadienne, sud-coréenne, des émirats arabes, japonaise, italienne, luxembourgeoise, néo-zélandaise, anglaise et (ce n'est pas un hasard) ukrainienne. Son objectif immédiat est d'amener l'être humain dans la région polaire méridionale de la Lune d'ici 2025. Programme sous-traité à « Space X » (l'entreprise du capitaliste Elon Musk) pour le développement et la réalisation de deux vols humains avec équipage, au moyen de la navette « Starship » qui incorporera les nouvelles technologies de retour « sec » (c'est-à-dire sans la perte en mer d'une très grande partie de l'équipement utilisé) et de réutilisation des lanceurs, mis au point par l'entreprise avec les lancés actuels des lanceurs de la série « Falcon ». L'objectif sera d'extraire les minéraux lunaires et de réaliser une station spatiale en orbite autour de notre satellite dénommé « Lunar gateway », dans l'objectif de réaliser donc aussi des interventions de défense de l'orbite terrestre « par l'arrière ».

En plus de tout cela, en octobre 2020 la NASA a chargé l'entreprise Nokia d'un contrat de sous-traitance pour la réalisation d'un réseau 4G sur la Lune à réaliser d'ici la fin 2022 (date qui coïncidera avec la première mission de la série Artémis). La NASA collabore aussi avec « Moonlight », initiative secondée par l'Agence spatiale européenne visant à construire une constellation de satellites pour la communication et la navigation dans les orbites lunaires. La commission pour le développement et la réalisation est dans les mains de Telespazio, coentreprise entre Leonardo (67 %) et Thales (33 %).

Le « capitalisme spatiale » de chez-nous et le réarmement de l'État italien

Le 15 décembre 1964, un groupe de chercheurs de l'université de Rome lançait en orbite un satellite artificiel, le « San Marco 1 ».

La bourgeoisie italienne devenait ainsi la troisième au monde après celle soviétique et états-unienne, qui avaient lancé respectivement le « Sputnik 1 » en 1957 et l'« Explorer » l'année suivante.

Le fait historique est que les activités spatiales en Italie naquirent grâce à Luigi Broglio, scientifique, professeur à l'université La Sapienza, générale de l'aéronautique militaire et père du projet « San Marco ». Quand en février 1947, à Paris, fut signé le traité de paix, il fut alors imposé à la bourgeoisie italienne vaincue de considérables obligations financières de compensation (évidemment payées par le prolétariat), la cession de territoires, la réduction des forces armées et l'impossibilité de développer une force de missile. Les clauses furent atténuées suite à l'entrée dans l'OTAN du militarisme italien. C'est cela qui permit de lancer depuis la Sardaigne les premières fusées-sondes « Nike », achetées par les USA, et puis de rejoindre l'espace.

En 1961 l'État français, allemand et anglais créèrent l'ELDO, une entité intergouvernementale qui devait réaliser un lanceur pour rendre les bourgeoisies européennes autonomes et indépendantes dans les programmes spatiaux. Mais l'État italien choisit de signer en 1962 un

protocole d'entente avec la NASA pour lancer ses fusées « Scout » fournies par les Américains mais gérées ensuite par le personnel italien.

Dans l'affrontement entre capitalismes rivaux, nombreux sont ceux qui virent dans le San Marco un obstacle aux programmes de la nouvellement constituée Agence Spatiale Européenne (ESA), qui avait englobé l'Eldo.

Quand l'ESA fut instituée, en 1975, le projet San Marco vivait déjà depuis des années une série de crises d'identité (l'étude, la conception et la réalisation d'un lanceur autochtone avaient été bloquées, et ce n'est que récemment qu'elle est arrivée à son terme avec la création du lanceur « Vega »). Le patronat italien ne pouvait pas se permettre d'adhérer à l'Agence européenne (qui comptait parmi ses objectifs le développement de fusées de la série « Ariane »), et maintenir en même temps le projet San Marco.

Dès l'après-guerre la rapide augmentation du transport aérien et maritime fit rapidement des radars des instruments incontournables pour le contrôle du trafic, qu'il soit civil ou militaire. Ainsi, le patronat de chez nous commença lui aussi à développer une compétence technologique dans le domaine des radars.

Les études sur les radars à ouverture synthétique avaient permis à l'industrie de réaliser un instrument ; le Marsis, embarqué sur le satellite de l'ESA Mars Express pour la cartographie de la superficie de la planète rouge. C'est ainsi que prit corps le projet d'une constellation de satellites pour la surveillance du bassin méditerranéen. Le succès de Marsis donna à l'industrie l'impulsion pour faire approuver, avec les fonds de l'Agence Spatiale Italienne, et du Ministère de la Défense, la construction et le lancement des 4 premiers satellites du programme duale Cosmo-Skymed. Depuis l'espace, les plateformes duales du militarisme italien auraient observé des changements centimétriques, identifiés et mesurés des objets, surveillés des territoires comme les véhicules terrestres ou maritimes (par exemple, les sous-marins en immersion dans la Méditerranée).

Aujourd'hui le défi spatial entre États et capitalismes rivaux assume un rôle central dans la situation géopolitique mondiale. La militarisation de l'espace est un fait toujours plus établi, au point que l'OTAN a adopté en juin dernier une résolution spécifique pour inclure l'orbite terrestre dans son domaine d'opérations.

À Bruxelles, la stratégie spatiale est dans les mains du commissaire Thierry Breton – ex-administrateur délégué de multinationales et ministre de l'économie sous la présidence Chirac –, c'est donc de lui que relève la direction générale pour le marché intérieur, la Défense, l'industrie et l'espace.

Et puis il y a le thème des ports spatiaux : de la Suisse au Portugal, du nord de la Norvège au Royaume-Uni, on compte jusqu'à présent une dizaine de projets de bases de lancement pour héberger de nouveaux lanceurs et constituer ainsi une véritable infrastructure pour le futur transport logistique de marchandises et de personnes, comme le système aéroportuaire actuel.

Pendant plus de trois décennies l'ESA a guidé les programmes spatiaux, mais c'est désormais la Commission Européenne, après avoir pris en main la stratégie po-

litique, qui en assume le contrôle opérationnel au point de fonder son agence spatiale, l'EUSPA, qui opérera ses choix sur la base de la compétitivité industrielle de l'offre (fusions entre entreprises et blocs d'entreprises du secteur et pas seulement).

Dans le PNRR de chez nous l'espace est inséré à plein titre comme un des secteurs clé pour la transformation et l'évolution du mode de production capitaliste avec des fonds proposés de près de 2,3 milliards d'euros ; le militarisme italien a récemment constitué un « Commandement des opérations spatiales ».

La signature du traité du Quirinal met en évidence le fait que les industries spatiales de l'État français et italien sont étroitement interconnectées.

Les activités du secteur sont largement distribuées sur le sol national. Il est possible d'identifier des zones de plus fortes concentrations autour de Rome, Milan, Turin, Naples et Bari. Il existe douze districts technologiques aérospatiaux constitués à l'initiative des Régions. Du point de vue qualitatif, le militarisme et la bourgeoisie nationale sont en mesure de couvrir toute la filière productive, et aussi d'occuper tous les domaines spécifiques : la science, l'exploration humaine et robotique, l'accès à l'espace, les applications liées à l'observation de la Terre, la navigation satellitaire et les télécommunications.

Dans la composante manufacturière, les compétences de Avio près du site de Colleferro représentent une contribution cruciale à l'autonomie des pays membres de l'ESA dans l'accès à l'espace. À Turin (Thales Alenia Space Italia), le principal module habitable du « Gateway », la future station en orbite lunaire, est déjà en production. Enfin, dans la partie manufacturière, près de Milan, Leonardo produit par exemple des bras et des foreuses pour perforer le sol martien et pour la construction d'infrastructures à terre d'importance internationale pour les opérations et la réception des données et des signaux spatiaux. Les industries du secteur sont cependant en grande majorité (83 %) de petite et moyenne dimension. Un sous-ensemble significatif travaille toujours plus étroitement avec le domaine de la recherche.

Du « green pass » à l'économie de guerre : vie chère, réarmement, fin de la « société de consommation »

Gestion de l'épidémie de Covid-19 (et non, comme dit dans les médias, pan-démie : *pan-demos*, « tout le peuple », ce qui implique déjà un climat de terreur et d'unité nationale autour de son État et de ses classes dominantes) et guerre. Unité nationale et *Union Sacrée*. Quels sont les effets de l'accélération des dynamiques déjà présentes dans le capitalisme et dans les États actuels, plus particulièrement sur une nouvelle phase du cycle capitaliste et sur le réarmement mondial ?

Et surtout, question d'importance pour nous exploités et exploités : la gestion de l'épidémie (tout comme celle d'une guerre aux gigantesques proportions) de la part de notre ennemi de classe, peut-elle contribuer de manière contradictoire non seulement à développer, mais aussi dans certain cas, à décomposer dans certaines sociétés le sentiment d'appartenance sur lequel s'appuie la domination ? Ceci est un aspect fondamental pour notre capacité à penser et à saisir des occasions pratiques d'intervention.

Et, à la base de tout, la question suivante : leur propre récit peut-il pousser certaines classes dirigeantes en dehors de la capacité de lecture historique des événements et des dynamiques en jeu au niveau mondial, dans un métamonde virtuel, causant ainsi une incapacité de base à guider stratégiquement leur domination de classe ?

Tout appareil discursif, avec l'imaginaire qu'il crée, est le fruit de dynamiques de production et de domination de la classe dominante qui le construit. Le virus, par exemple, répète la manière d'agir de la société de choses et autoritaire qu'il agresse : il conquiert un territoire, il est alimenté et exploite les ressources, l'étouffe et l'utilise. Puis il en attaque un autre. Le monde de la marchandise et la description du virus qui le corrode se reflètent l'un l'autre.

Au niveau de l'histoire de la domination, c'est-à-dire des histoires de la misère et de l'esclavage pour nous exploitées et exploités, nous vivons le déclin lent et sur une échelle mondiale de l'État et de la bourgeoisie états-unienne.

L'expression idéologique d'un tel patronat en déclin penche de manière partielle et contradictoire vers une narration post-historique, qui non seulement (évidemment) irradiera les classes subalternes, mais aussi les classes dominantes. Un exemple réside dans le projet de « Metavers » de Zuckerberg, le fondateur de Facebook, à savoir d'un espace-temps partagé en trois dimensions auquel on accèdera à travers son avatar. Il faudra 5/10 ans pour le lancer. Ce n'est pas seulement un projet de domination. C'est aussi un projet géopolitique pour la bourgeoisie nord-américaine.

Inflation, énergie, protectionnismes. Voilà les effets de la Crise Covid sur les dynamiques (déjà en acte depuis la crise économique de 2008) qui amènent les capitalismes mondiaux à une nouvelle phase protectionniste. Le Brexit et la guerre (pour le moment) commerciale sino-américaine ont été des emblèmes clairs de ce nouveau discours du capitalisme, associé à la réduction du flux des capitaux et du déclin des échanges au niveau international au cours des 14 dernières années. La reprise économique de 2021 a généré une flambée inattendue des consommations, déchaînant aussi bien la crise des filières d'approvisionnement que celle du secteur énergétique. Les restrictions de 2020 sur les voyages ont privé l'industrie maritime de main-d'œuvre à bas coût. Les coûts d'expédition déjà élevés ont augmenté de presque dix fois comparé à l'année précédente. Les interruptions dans les fournitures ont généré une pénurie de biens qui ont à leur tour produit une augmentation généralisée des prix. Dans l'État allemand, le plus important exportateur d'Europe, 19 % des industries manufacturières ont déclaré vouloir rapatrier leur production. De ces dynamiques des bourgeoisies nationales émerge aussi la nécessité, contenue dans tout Fond de Relance de ces Messieurs, de parvenir à une nouvelle stratification de classe pour les exploités et les exploités, de manière à avoir une classe moyenne et une main-d'œuvre à coût zéro et tenu par un chantage le plus fort possible.

Économie de guerre : dans l'État français aussi les confinements et l'épidémie ont fait émerger le thème de la « ré-industrialisation » bras dessus bras dessous avec la « souveraineté nationale ».

L'adoption progressive de modèles productifs nationaux est à la fois la conséquence et la cause de l'augmentation des prix agricoles et des matières premières, déterminée d'abord par l'effet de l'épidémie et puis par la guerre actuellement en cours sur le territoire ukrainien. En 2021, le prix des fertilisants avait déjà augmenté de 17 % ; les matières premières agricoles de 23 % ; les métaux et les minerais de 79 %.

Le climat d'« austérité morale » déjà expérimenté par les patronats durant la gestion de l'épidémie vis-à-vis des classes exploitées, et de déclin de la société de consommation après des décennies, a ouvert la voie à l'actuelle phase du capital tout juste grande ouverte : ce sera le réarmement pour la guerre et la construction de produits de luxe qui poussera le développement capitaliste dans les prochaines décennies. L'appauvrissement d'ultérieures et d'innombrables strates du prolétariat en est le corollaire nécessaire. La vie chère et la misère seront les situations de normalité pour notre classe y compris dans nos latitudes (actuellement) endormies.

« Nous devons nous préparer à l'économie de guerre », a soutenu Draghi dans une déclaration du 12 mars dernier, en marge du Conseil européen de Versailles sur la guerre en Ukraine.

Alors que l'épidémie de Covid faisait rage, le militarisme italien se préparait déjà à défendre l'intérêt national y compris sans l'OTAN. Le fait d'avoir eu en main la possibilité de gérer la campagne vaccinale et les interventions sur le « front intérieur », a donné la possibilité aux sommets dirigeants militaires de faire sentir leur poids dans le nouveau cours du capitalisme. Une vision toujours plus militariste de la gestion de la société a été rendue explicite par les récentes auditions parlementaires du ministre de la défense Guerini : l'industrie aérospatiale et celle des nouveaux matériaux d'armement doivent aussi donner leurs avis.

« Repositionnement actif sur la scène internationale », « renforcement du pilier européen de l'Alliance atlantique », « plans latéraux entre les objectifs internationaux et ceux nationaux ». L'industrie est définie comme une « partie de la souveraineté nationale ». 115 programmes d'investissements activés entre 2021 et aujourd'hui dans le document programmatique de la Défense. La récente accélération du rythme auquel le gouvernement présente aux Commissions Défense des 2 branches du Parlements les projets de décrets ministériels qui concernent le démarrage de programmes pluriannuels d'acquisition d'armements est indéniable : du drone européen « Male », à développer dans les 15 prochaines années avec la France, l'Allemagne, l'Espagne, aux premiers drones « suicides » ou aux « munitions en orbite », jusqu'à l'avion de chasse de sixième génération « Tempest ».

La « récréation » est finie.

Face à tout cela, il est nécessaire de réaffirmer avec force notre position de classe et internationaliste : transformer la guerre entre les patrons en guerre contre les patrons.

Traduit depuis l'italien du site anarchiste *ilrovescio.info*,
4 avril 2022



INTRODUCTION À LA CARTOGRAPHIE DE L'INDUSTRIE LOCALE DE L'ARMEMENT ET DE SES POINTS FAIBLES

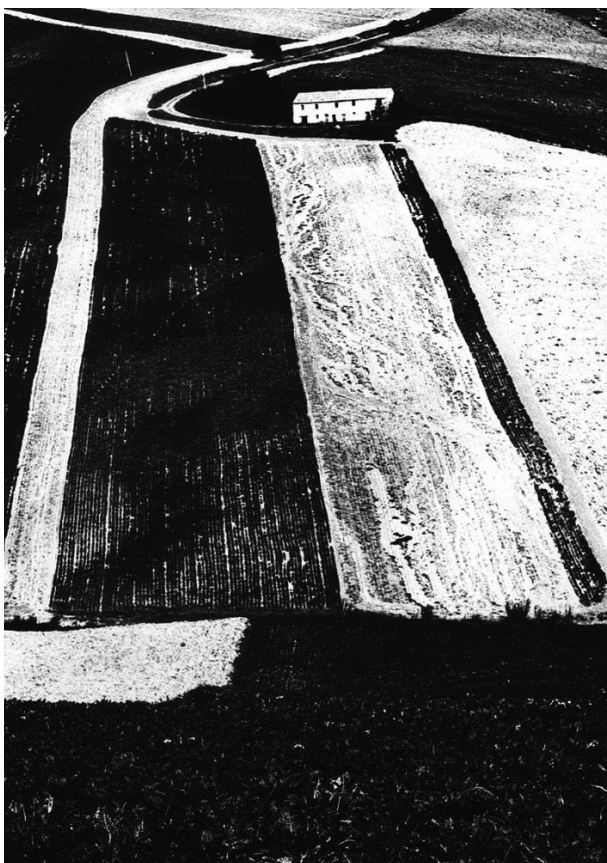
Pourquoi est-il nécessaire de procéder à une analyse minutieuse de l'industrie de l'armement avec tous ses fournisseurs, sa logistique, ses financeurs, ses chercheurs et ses lobbyistes ? Ne suffit-il pas de savoir où se trouvent les principaux fabricants d'armes et d'équipements de guerre pour pouvoir les attaquer ? Comme la campagne « Disarm Rheinmetall » par exemple, qui a décidé, du moins en principe, de concentrer son opposition à l'industrie de l'armement sur l'une des plus grandes entreprises d'armement d'Allemagne, le groupe Rheinmetall ? Bien sûr, ce serait une grande victoire de réussir à détruire les grandes entreprises d'armement dont l'activité principale tourne autour des armes et du matériel de guerre, mais si l'on est réaliste un instant, les installations d'entreprises telles que Rheinmetall, Krauss-Maffai Wegmann, Heckler & Koch, DIEHL Defence, Airbus, etc., blindées de barbelés, surveillées par des caméras et contrôlées par des patrouilles de sécurité, n'offrent qu'un champ d'action marginal pour des sabotages et des attaques (précises). Certes, ce sont les producteurs de chars, d'avions de combat, de mitrailleuses, de missiles et de bombes qui nous font particulièrement horreur, qui produisent le plus visiblement le matériel utilisé pour les meurtres, les génocides et les massacres perpétrés ailleurs dans le monde. Ce sont toujours ces producteurs qui suscitent les contestations sociales, mais uniquement parce que l'industrie de l'armement a à moitié

réussi à cacher le reste de sa structure, de sa logistique et de ses profiteurs. En tant qu'antimilitaristes et anarchistes, nous ne devons pas tomber dans ce piège.

Une analyse minutieuse de l'industrie de l'armement, révélant ses réseaux, ses enchevêtrements, ses fournisseurs, sa logistique, ses chercheurs et ses lobbyistes, sans oublier ses financeurs, peut d'une part montrer à quel point la technologie et la production sont étroitement liées à la guerre, et contrer le mythe selon lequel toute entreprise (d'armement) peut simplement être « désarmée » et produire des biens civils pour la prospérité générale. D'autre part, une telle analyse peut également mettre en évidence les points faibles où le sabotage et les attaques sont possibles à un niveau beaucoup plus modeste, où il n'est pas nécessaire d'escalader les clôtures de barbelés, de tromper les caméras et, enfin, de déjouer le personnel de sécurité avant même de se trouver dans les vastes locaux de l'un des sites de production du meurtre organisé. Et pourtant, les attaques sur ces points faibles peuvent avoir exactement le même impact, à savoir l'immobilisation d'installations de production et/ou la destruction de matériel de guerre manufacturé avant même qu'il n'atteigne l'un des champs de bataille de ce monde.

Lorsque, par exemple, les chaînes de production de MAN, ainsi que d'autres constructeurs automobiles, s'arrêtent à cause d'une pénurie de semi-conducteurs, cela nous montre à quel point la production d'équipements de haute technologie est fragile, à quel point elle dépend non seulement de certaines matières premières, mais aussi d'une chaîne d'approvisionnement fonctionnant de manière plus ou moins continue et de la logistique qui transporte ces composants jusqu'aux sites de production du produit fini. Les camions, les chars, les navires de guerre, les avions de combat, et même des systèmes beaucoup moins complexes tels que les explosifs, les fusils et les armes à feu et leurs munitions, ont tous besoin de ces chaînes d'approvisionnement fonctionnant sans interruption qui, de plus, sont souvent non seulement situées dans tout le pays, mais dépendent également de l'approvisionnement international en matières premières et en composants. Et surtout dans l'industrie de la défense, notamment dans le domaine des systèmes complexes tels que les véhicules, où l'on ne fabrique pas des milliers et des milliers de produits finis, mais plutôt quelques dizaines ou centaines, il peut arriver que les défaillances des fournisseurs qui livrent un composant fabriqué spécifiquement et nécessitant un grand savoir-faire, ou simplement des machines spéciales ou spécialement adaptées, provoquent l'effondrement de l'ensemble de la production du produit fini sur une longue période.

Entre autres objectifs, l'identification concrète de tels



points faibles dans la production d'armes et d'équipements de guerre est un avantage majeur pour une analyse minutieuse de l'industrie de l'armement. Même si nous essayons dans ce projet de rendre visible l'ensemble du réseau de l'industrie de l'armement en Allemagne, afin que chacun puisse trouver davantage de points faibles pour le sabotage et les attaques, l'article suivant se concentrera sur le premier point.

Comment dévoiler le réseau (local/régional) de l'industrie de l'armement ?

1. Quelques points de départ possibles

• Les forces armées et les services de police locaux

Il est évident de commencer les recherches par les forces locales, qu'elles soient militaires ou policières. Après tout, elles utilisent exactement les mêmes équipements et armes que l'industrie de la défense produit pour l'échelle nationale. Quels sont donc les véhicules que conduisent ces troupes ? Quelle est la marque de leurs radios ? Quels fabricants produisent leurs armes ? Ces questions banales (sur lesquelles, en cas de doute, même l'un des mercenaires fournira des informations) conduiront aux premières entreprises faisant partie de l'industrie de l'armement.

• Les entreprises d'armement déjà identifiées

Une autre possibilité est de commencer par les entreprises d'armement déjà identifiées, c'est-à-dire généralement celles dont l'activité est exclusivement la production d'armes et/ou de matériel de guerre. À cette fin, il est possible d'effectuer des recherches dans les journaux, ainsi que sur Internet, et même des recherches aussi triviales que « entreprises d'armement Allemagne » permettront d'obtenir une longue liste de ces entreprises.

• Les organisations de lobbying

C'est l'une des sources les plus fructueuses pour obtenir une vue d'ensemble des acteurs les plus importants de l'industrie de l'armement. Même si de nombreuses entreprises n'annoncent pas ouvertement qu'elles réalisent une partie de leurs bénéfices en massacrant des gens ailleurs, elles souhaitent que la sphère politique, tant nationale qu'internationale, représente leurs intérêts et veille à ce que ces massacres aient lieu régulièrement et qu'elles soient autorisées à fournir aux bouchers de ce monde l'équipement nécessaire. À cette fin, elles se regroupent dans des organisations de lobbying dont les listes de membres révèlent par conséquent qui a un intérêt à voir l'industrie de l'armement prospérer. Bien sûr, ces organisations de lobbying ne s'appellent pas « amis du carnage en cours », mais se donnent plutôt des noms comme « Association fédérale de l'industrie allemande de la sécurité et de la défense » (BDSV) ou « Association des industries aérospatiales et de défense de l'Europe » (ASD), de toute façon, « défense » et « sécurité » sont des termes fréquemment utilisés pour

masquer le carnage. Parfois, cependant, ces organisations de lobbying s'appellent plus ouvertement « Société allemande de l'armée » ou « Société allemande des technologies de défense » (DWT).

• Conférences et salons professionnels

Les conférences et les salons professionnels où se réunissent les différents amis du carnage issus de la politique, de l'économie et de l'armée constituent également de bons points de départ. La « Conférence de Munich sur la sécurité », d'importance internationale, en est un exemple, mais les salons de l'armement et autres événements de ce genre révèlent également les entreprises de l'industrie de l'armement par le biais de leurs participants.

2. Approfondir le sujet

2.1 Recherches sur Internet

Maintenant que pratiquement toutes les entreprises se présentent à leurs clients et au public sur Internet, il est parfois beaucoup plus facile de rechercher leurs chaînes d'approvisionnement. Même si les entreprises - et certainement les entreprises de défense - ne publient généralement pas de listes de leurs fournisseurs, les petites entreprises en particulier - mais pas exclusivement - se vantent souvent des entreprises qu'elles fournissent. Sous les rubriques « Références », « Études de cas », « Clients » ou « Projets », de nombreuses entreprises énumèrent sur leur site web les entreprises qu'elles fournissent. Parfois, notamment dans le cas des « études de cas », elles donnent même des informations détaillées sur le produit qu'elles fournissent à une entreprise et sur l'usage qui en est fait. Vous êtes alors confronté-e au problème suivant : vous connaissez les entreprises et les forces armées dont les fournisseurs vous intéressent particulièrement, mais comme vous ne connaissez pas ces fournisseurs, vous ne pouvez pas vérifier sur leur site web s'ils fournissent ces entreprises/armées (et le mentionnent). Mais c'est un problème qu'un moteur de recherche peut résoudre. Par exemple, il suffit de chercher quelque chose comme « références Rheinmetall » pour obtenir une liste complète d'entreprises qui déclarent fournir Rheinmetall. Bien entendu, cela fonctionne également pour la « Bundeswehr », l'« Office fédéral de police criminelle », la « Police fédérale », l'« Office fédéral de l'équipement et de l'utilisation des technologies de l'information de la Bundeswehr » et toute autre entreprise de défense. Trivial, n'est-ce pas ?

Mais cela devient encore plus trivial : après tout, l'ensemble du complexe militaro-industriel se compose également, dans une certaine mesure, de quelques passionnés d'armes, d'avions et de chars, qui souhaitent bien sûr être divertis et informés, qu'il s'agisse de la vitesse de vol de tel avion, de la distance de tir d'un char ou même du lieu de fabrication de ces jouets dangereux. Et ces informations peuvent être trouvées dans toutes sortes de revues spécialisées et/ou sur les sites web correspondants, tels que

FlugRevue (flugrevue.de/militaer). Et puis il y a aussi les livres numériques de l'industrie, que les entreprises d'armement utilisent pour essayer d'obtenir des commandes ou quelque chose de ce genre et qui tentent parfois quelque chose de similaire à notre projet, mais avec la motivation opposée (army-technology.com/company-a-z, naval-technology.com/company-a-z, armscom.net/companies, armscom.net/world-defense-industry-map). Il ne nous reste donc plus qu'à utiliser ces informations, n'est-ce pas ?

2.2 Observations géographiques

Une fois que vous avez identifié quelques-unes des principales installations de production, les bases militaires situées dans votre région et les installations de recherche qui traitent spécifiquement des armes et des questions connexes (aviation, marine, aérospatial, ainsi que la plupart des technologies de communication, etc.) et qui coopèrent avec les entreprises concernées, il vaut souvent la peine de se rendre sur place et d'y regarder de plus près :

- Les **partenaires technologiques** ont souvent leurs locaux et leurs succursales directement sur les sites de production de l'industrie de la défense. Après tout, leurs conseils sont fréquemment requis, en particulier pour les systèmes plus complexes qui sont fabriqués selon les spécifications du client, et il est beaucoup plus aisé de vivre presque à côté.
- Sur les **campus de recherche** et aux alentours, on trouve souvent des entreprises ayant un bureau ou une succursale qui s'intéressent de près aux recherches qui y sont menées.
- Les **prestataires de services logistiques** et d'autres **sociétés de services** ont également leurs bureaux et leurs succursales sur ou à proximité des sites de production des producteurs pour lesquels ils travaillent. Pour les prestataires de services spécialisés dans l'industrie de la défense, cette situation n'est pas différente et est peut-être même plus courante ; après tout, cela permet à l'entreprise de défense de mieux vérifier que toutes les normes de sécurité sont respectées pendant le transport.
- En général, les **petits fournisseurs**, qui résultent souvent de l'externalisation de certains secteurs d'activité ou de start-ups, sont souvent situés à proximité immédiate de leurs principaux clients.
- Dans le secteur de l'aviation, mais aussi dans le secteur maritime et souvent dans la construction de véhicules, d'immenses **parcs industriels** se sont formés au fil des ans, dans lesquels un échantillon de toute une industrie est souvent représenté, des cabinets de conseil spécialisés aux fournisseurs et prestataires de services logistiques, en passant par les éditeurs de logiciels et les fabricants.

Tout cela peut être déterminé par une visite sur place.

Les noms des entreprises qui sont implantées ou même les noms des entreprises figurant sur les véhicules des entreprises extérieures sur les parkings peuvent être notés de cette manière et faire l'objet de recherches ultérieures afin de déterminer quel genre d'entreprise est impliqué et si un lien avec l'entreprise de défense en question est plausible. Si rien de clair n'est déterminé, mais qu'un lien est considéré comme plausible et surtout pertinent, ça peut valoir le coup d'effectuer des recherches plus détaillées (comme suggéré/décrit à l'étape 3).

3. Le diable est dans les détails

Grâce aux méthodes décrites aux étapes 1 et 2, il est déjà possible d'identifier un grand nombre d'entreprises qui admettent plus ou moins ouvertement qu'elles ont quelque chose à voir avec l'industrie de la défense. Mais qu'en est-il des entreprises qui tentent de cacher à tout prix ces liens, par exemple parce qu'elles craignent d'être victimes d'attaques et de sabotages, ou parce qu'elles craignent de faire la une des journaux ? Ces entreprises ne présentent-elles pas également un grand intérêt pour l'identification des vulnérabilités dans les chaînes de production et d'approvisionnement de l'industrie de la défense et de sa logistique ?

Donc, approfondissons encore un peu la question.

3.1 Révéler la bureaucratie

De nombreuses entreprises préfèrent ne pas révéler sur leurs sites web qu'elles fournissent des armées et/ou des fabricants d'armes et d'équipements de guerre, et idéalement ne jamais le déclarer publiquement. Elles n'adhèrent pas non plus aux organisations de lobbying de l'industrie de l'armement et ne sont pas représentées aux salons de l'armement et autres événements similaires. Il s'agit souvent de sociétés qui fournissent des pièces individuelles pour les chars d'assaut, par exemple, mais dont l'activité consiste principalement à fournir les mêmes pièces ou des pièces similaires à l'industrie automobile ou aux fabricants d'équipements de construction lourds, par exemple. Il peut aussi s'agir de mégacorporations des industries de la technologie et de la chimie, dont les solutions et les produits sont pour ainsi dire devenus des normes industrielles dans certains domaines, et qui fournissent naturellement aussi les fabricants de chars, d'avions de chasse, de navires de guerre, de missiles, de satellites et d'armes, tout comme elles prennent souvent des commandes de la police, de l'armée et des services de renseignement. Mais pourquoi devraient-elles le faire savoir publiquement ? Elles n'ont pas besoin de ce genre de publicité car elles ont de toute façon des contacts directs et/ou leurs clients les contactent d'eux-mêmes.

Toutefois, ce qui n'est pas publiquement mentionné comme un service ou un produit de ces entreprises laisse néanmoins souvent certaines traces bureaucratiques. Après tout, l'industrie de la défense est une industrie qui repose largement sur le secret, qu'il soit imposé par les

clients militaires ou par intérêt personnel. Et les fournisseurs qui ont accès à certaines informations sont souvent tenus d'appliquer les normes de secret appropriées. En outre, dans presque tous les pays, l'exportation et le transport d'armements sont soumis à des réglementations gouvernementales détaillées. Et pour s'assurer que tout cela est respecté tout au long de la chaîne de production, les fournisseurs affichent souvent les certifications et compétences appropriées sur leurs sites web, tout comme les producteurs affichent souvent des formulaires dans lesquels ces certifications sont demandées à leurs fournisseurs. Et cela, bien sûr, est révélateur :

- Les **entreprises de logistique** qui sont autorisées/aptes à transporter des marchandises dangereuses de classe 1 (substances explosives) n'ont certainement pas sollicité cette autorisation en vain. Et si elles proposent également des services de transport de marchandises tombant sous le coup de la loi sur le contrôle des armes de guerre ou si elles disposent d'une autorisation de la police fédérale (BKA) pour transporter et/ou stocker des armes illicites, tout doute qu'il s'agisse de prestataires de services logistiques pour l'industrie de l'armement s'évanouit définitivement.
- Quand des entreprises soulignent dans leurs offres d'emploi que les candidats doivent être prêts à se soumettre à un contrôle de sécurité (en Allemagne : Ü1, Ü2, Ü3) conformément à la loi sur les contrôles de sécurité (Sicherheitsüberprüfungsgesetz, SÜG), cela indique souvent que ces entreprises acceptent des commandes des autorités fédérales qui exigent un secret particulier. Il s'agit très souvent de commandes émanant des forces armées allemandes, des services de renseignement et des autorités de police.
- Les entreprises de défense, ainsi que leurs fournisseurs, appliquent souvent certaines normes qui standardisent et certifient les processus correspondants de l'entreprise. La norme **ISO 9001**, par exemple, trouve son origine dans l'industrie de la défense et peut être une indication qu'une entreprise est active dans ce secteur, mais elle est désormais également appliquée par des entreprises d'autres secteurs. La norme internationale **AS9100** est plus spécifique et certifie les entreprises de l'industrie aérospatiale et de la défense. Les entreprises qui appliquent de telles normes devraient au moins être soupçonnées d'être impliquées dans l'in-

industrie de la défense. En outre, il existe, par exemple, les **normes militaires américaines** (MIL-*), qui définissent des normes spécifiques pour les produits militaires et sont appliquées par les entreprises correspondantes. La mise en œuvre d'une telle norme montre clairement l'appartenance d'une entreprise à l'industrie de la défense.

3.2 Se salir les mains

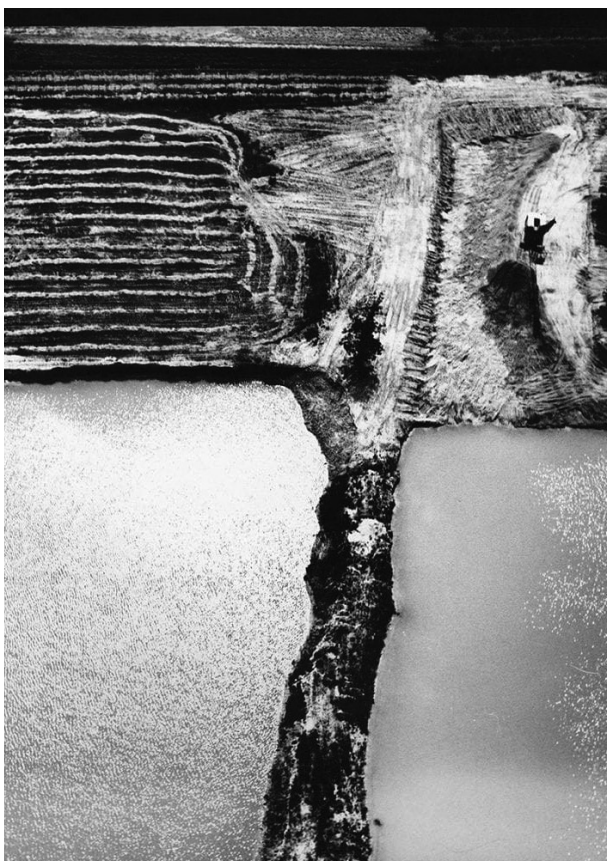
Les méthodes décrites jusqu'à présent fonctionnent très bien pour trouver un certain éventail d'informations sur l'industrie de la défense et ses fournisseurs, etc., et l'on est souvent surpris-e par les informations que l'on peut obtenir de cette manière. Néanmoins, elles atteignent leurs limites, par exemple, si l'on s'intéresse très spécifiquement à une certaine entreprise, ou même à certains détails. En fin de compte, dans ces cas, on pourra rarement éviter de sortir de derrière l'écran et de faire quelques visites. Si nous tentons d'exposer quelques méthodes simples de recherche sur le terrain dans la section suivante, ce n'est pas sans vous avertir de toujours veiller à votre anonymat. Bien qu'une grande partie de ce qui est décrit ici peut être parfaitement légal, ou du moins ne pas impliquer de crimes graves, si le but de cette recherche est d'identifier les points faibles pour une attaque ultérieure, il y a toujours un risque qu'il soit possible plus tard de retracer l'origine des informations nécessaires à une telle attaque. Et il n'est pas rare que les données de vidéosurveillance des dernières semaines et des derniers mois soient analysées dans ce but, afin d'identifier les personnes suspectes qui se sont approchées d'un site, etc.



3.2.1 Les visiteurs

Si vous voulez savoir qui sont les fournisseurs et les clients d'une entreprise, quels prestataires de services sont actifs au sein de l'entreprise, etc., il est évident d'examiner de plus près les visiteurs de cette entreprise :

- S'il s'agit d'un grand siège d'entreprise avec plusieurs bâtiments sur un site (généralement clôturé) avec plusieurs entrées, il est d'abord logique de trouver quels bâtiments et surtout quelles entrées du site sont pertinents. En fonction du type de visiteur, il existe plusieurs possibilités :
- Les **représentants de l'entreprise**, qu'il s'agisse de clients ou de fournisseurs, sont généralement reçus dans les bâtiments les plus emblématiques et entrent en général sur le site par l'entrée/réception principale.
- Les **artisans/employés de service/personnels externes** d'autres entreprises qui viennent régulièrement et sont intégrés au fonctionnement de l'entreprise sur le site peuvent souvent utiliser les mêmes entrées que le personnel de l'entreprise, ce qui rend assurément l'observation plus difficile. C'est notamment le cas du personnel des services informatiques déployé sur le site à long terme, des artisans chargés des travaux de rénovation et de réparation, ainsi que du personnel de maintenance envoyé par les fabricants de machines et autres à long terme. Les services de sécurité sont également souvent sous-traités à l'extérieur. Dans le cas de sites très vastes qui ne peuvent être traversés aisément, le personnel externe comme interne entre généralement sur le site à proximité de son lieu de travail, mais si le



site est plutôt praticable, tout dépend alors souvent de la manière dont le personnel se rend sur le site.

- Les livraisons arrivent dans les entreprises par les entrées de service des fournisseurs. Si l'on s'intéresse aux **entreprises de logistique** et/ou à leur fret, alors c'est généralement l'endroit approprié.
- Souvent, les entreprises disposent également de places de parking réservées aux visiteurs, ce qui peut être intéressant pour repérer les visiteurs.
- En particulier, les représentants des clients et des fournisseurs ne portent généralement pas d'uniforme, c'est-à-dire qu'ils ne portent pas le nom de leur entreprise sur leurs vêtements et souvent pas non plus sur leurs véhicules. Bien entendu, cela signifie qu'au départ, l'origine d'un visiteur n'est pas claire. Les solutions suivantes existent :
- Dans certains cas, les documents présents dans les véhicules sur les parkings visiteurs et visibles de l'extérieur fournissent des informations sur l'entreprise pour laquelle travaille un visiteur (documents imprimés indiquant des itinéraires, cartes de stationnement ou marchandises de l'entreprise sont souvent laissés négligemment et de manière visible à l'intérieur de la voiture).
- La « gestion des visiteurs » mise en place par les entreprises qui ont des intérêts particuliers en matière de sécurité exige souvent que les visiteurs (et généralement aussi les employés) portent un badge approprié avec leur nom et celui de l'entreprise bien en vue dans les locaux de l'entreprise. Si l'on peut trouver un endroit d'où ces badges peuvent être vus/photographiés, cela peut fournir l'information souhaitée.
- Bien entendu, les visiteurs peuvent également être suivis après avoir quitté les lieux dans l'espoir qu'ils retournent au siège de leur entreprise. Outre le fait que cela doit rester inaperçu et est donc très difficile, il faut se demander si cela en vaut la peine. Souvent, les représentants ne rentrent pas directement dans leur entreprise, mais rendent visite à d'autres clients ou rentrent chez eux après leur visite chez le client, font une pause déjeuner, vont à l'hôtel, etc. Dans de nombreux cas, ils doivent également parcourir de longues distances si leur entreprise ne dispose pas d'un établissement local. Poursuivre quelqu'un sur des centaines de kilomètres pour s'apercevoir qu'il est rentré chez lui, etc., est assez frustrant et il existe généralement des solutions plus simples.
- Les visiteurs qui quittent le site peuvent bien sûr être abordés sous un prétexte inventé pour tenter de les interroger. Il faut cependant veiller à ce que cela se passe le plus possible hors de la vue des caméras et que cela reste discret et inintéressant du point de vue des visiteurs eux-mêmes. Il n'y a rien de pire qu'une rencontre qui reste longtemps dans la mémoire de quelqu'un.

3.2.2 Les employés

Si vous voulez en savoir plus sur les mécanismes internes d'une entreprise, il peut être judicieux de parler aux employés de celle-ci. Cependant, selon la banalité de l'information (parfois un « Dites, je me suis toujours demandé, quel est cet endroit d'où vous sortez ? » suffit), il est souvent nécessaire d'établir une relation avec les employés qui va au-delà d'une simple conversation. Il en va de même lorsqu'on s'adresse aux visiteurs : il peut être extrêmement indésirable qu'un membre du personnel puisse se souvenir de vous plus tard. Voici néanmoins quelques possibilités :

- Les **bars/pubs** où les employés se retrouvent après le travail : non seulement leurs conversations à propos du travail peuvent être entendues depuis la table voisine, mais il est également possible d'établir un contact occasionnel avec eux. Il n'est pas rare que les gens se rendent dans ces endroits pour nouer des contacts, et il n'est pas rare que les personnes qui fréquentaient ces endroits cessent de s'y rendre à un moment donné - on n'entend plus jamais parler d'eux, et personne n'a besoin de savoir que vous n'êtes là que dans l'intention d'obtenir une certaine information. Et de toute façon, les conversations entre les clients des bars (en apparence) ivres sont souvent indiscrettes et étranges lorsqu'on les observe en étant sobre. Pour trouver de tels bars, vous pouvez suivre des groupes d'employés ou même des individus qui quittent les lieux, ou vous pouvez simplement jeter un coup d'œil aux différents bars de la région. Dans ce cas, le fait que les employés de ces entreprises portent souvent des badges correspondants permet de les identifier. Ce que vous devez prendre en compte dans tous les cas, c'est que les employés chargés de la production sont généralement d'une humeur différente de celle des employés de la direction/administration et que vous devez tenir compte de certains codes (vêtements, langage, etc.) en fonction de la personne que vous ciblez.
- Les travailleurs organisés en **syndicats** se laissent interroger à leur sujet de manière presque confidentielle, sur la manière dont ceci ou cela se passe dans le syndicat, etc. Moins intéressantes sont les bureaucraties au sein des syndicats, dans lesquelles se rassemble avant tout l'élite bureaucratique du syndicat. Après tout, ces personnes représentent plus ou moins les intérêts de leurs exploiters, ou de ceux qui exploitent leurs membres syndiqués, et ont relativement internalisé la protection de leurs entreprises. Beaucoup plus intéressant est le personnel avec lequel on peut entrer en contact lors d'événements syndicaux, de manifestations, etc. En Allemagne, la plupart des employés de l'industrie de la défense sont probablement organisés au sein d'IG Metall.
- Parfois, les syndicats ne sont pas une bonne piste. Notamment dans le cas des cadres moyens et supérieurs qui, au lieu de s'occuper des conflits sociaux, ont tendance à se concentrer sur leurs propres carrières. Il

existe sans doute des institutions qui permettent cela, mais le moyen le plus discret semble avoir peu à voir avec la vie professionnelle : le **sport**. Depuis quelques années, il est de bon ton d'entretenir un CV sportif, dont on peut ensuite parler de manière animée au travail. Faire du vélo de course, participer à un marathon (les marathons d'entreprise ne sont pas rares), ou tout autre sport à la mode en ce moment. Il existe souvent des installations autour des locaux des grandes entreprises, historiquement développées à partir des clubs sportifs d'entreprise, dans lesquelles d'innombrables employés de celles-ci se défoulent, mais qui sont également ouvertes à des personnes extérieures. Les salles de gym, les clubs de tennis, les clubs de golf, etc., situés à proximité de ces entreprises sont également souvent fréquentés par les employés de la direction. Et le sport, comme les bars et les pubs, est aussi un lieu où il est normal de rencontrer des inconnus. D'excellentes conditions, donc, pour apprendre un ou deux détails et parfois même des secrets d'entreprise, que ce soit en écoutant les conversations ou en prenant contact avec un membre de l'entreprise.

3.2.3 Infiltration

Une façon potentiellement intéressante d'en savoir plus sur une entreprise est d'y être employé-e dans ses locaux. Le principal inconvénient est que, si vous n'avez pas d'autre identité, vous serez connu-e par votre nom et, grâce au fisc et autres organismes similaires, l'État sera également en possession de l'information selon laquelle vous avez travaillé pour l'entreprise. Il est donc judicieux de ne pas être employé-e directement par l'entreprise en question. Même si l'entreprise disposerait généralement de vos données personnelles même si vous y travaillez en tant qu'agent-e d'entretien, le lien est moins direct et s'interrompt à un moment donné, tandis que les dossiers du fisc sont conservés pour l'éternité. Le coût relatif de cette méthode, ainsi que ses risques, suggèrent que son utilisation doit être bien réfléchie et planifiée, et que d'autres méthodes doivent être préférées si possible. Il convient également de préciser que cette méthode n'a de sens que lorsque des informations d'une importance considérable sont attendues de manière très concrète, et qu'à notre avis, elle ne devrait pas du tout être utilisée pour découvrir quelques fournisseurs supplémentaires, etc., dont la pertinence ne peut être évaluée plus en détail.

Une alternative intéressante à l'infiltration d'une entreprise peut également être une effraction ciblée dans laquelle des documents et/ou des supports de stockage sont volés ou des systèmes informatiques sont infiltrés. Toutefois, ces deux possibilités ne sont mentionnées ici qu'à titre d'hypothèse et ne sont pas abordées en détail.

3.2.4 La logistique

Enfin, il convient d'aborder ici certaines questions rela-

tives à la logistique. Le simple fait de connaître les entreprises de logistique qui expédient du matériel de guerre et leurs centres logistiques n'est pas forcément suffisant. Il est essentiel de savoir *quand* et *où* les cargaisons d'armes quittent les usines des entreprises de défense pour pouvoir les arrêter. Pour ce faire, il est judicieux de connaître les moindres détails de la logistique entourant les entreprises de défense. Par exemple, quel itinéraire empruntent les camions et/ou les trains qui quittent le site de l'usine ? Où les chauffeurs font-ils des arrêts ? Où les conteneurs sont-ils chargés sur les navires/avions/camions ? Les livraisons empruntent-elles la voie directe entre les locaux de l'entreprise et les clients ou les produits sont-ils stockés temporairement dans des centres logistiques ? Les produits et les matières premières nécessaires à la production sont-ils livrés directement par le fournisseur ou par un distributeur ? Les prestataires de services logistiques se chargent-ils de les garder en stock dans des centres logistiques et de les livrer selon les besoins, ou cet entreposage se fait-il sur le site de production ? Plus ces détails et d'autres sont clarifiés, plus les possibilités d'intervention sont nombreuses. Il peut être judicieux d'observer les camions et les camionnettes (dans le secteur de la défense, il s'agit souvent de plus petites quantités, pour lesquelles de petites camionnettes suffisent) qui sortent des usines des entreprises de défense, ou de suivre leur itinéraire. En outre, les régularités dans la livraison et le retrait des marchandises sont intéressantes, tout comme les corrélations entre les périodes de livraisons plus intensives et les grosses commandes, etc.

Cet article est une introduction qui, bien entendu, ne peut être que relativement sélective dans la présentation de certaines méthodes de recherche d'informations sur l'industrie de la défense. Il est destiné à servir d'inspiration à toutes les parties intéressées pour qu'elles développent leurs propres méthodes afin de sortir l'industrie de l'armement de derrière le voile dont elle s'entoure et d'exposer ses vulnérabilités.

Afin que les nuages de fumée de la destruction ne s'élèvent bientôt plus au-dessus des champs de bataille de ce monde, mais au-dessus des sites de production de cette industrie de la mort !

Traduit de l'allemand et publié sur le site *manif-est.info*, depuis *ruestungsindustrie.noblogs.org*, juin 2022



CHRONOLOGIE

15/3, Athènes (Grèce)

Des anarchistes revendiquent l'attaque incendiaire qui a détruit l'entrée principale des bureaux de la société Gri-vas, qui a répondu à l'appel d'offre des autorités portuaires d'Athènes pour la gestion d'un logiciel de surveillance qui rassemble les données numériques notamment de réfugiés et de migrants. La même société gère également le recrutement et la formations d'officiers portuaires et des garde-côtes. « Nous luttons pour la destruction de chaque État, de chaque nationalisme et patriotisme, de chaque forme de pouvoir, d'exploitation et d'oppression. En refusant de mourir pour une patrie, nous refusons de servir les intérêts des uns et des autres ».

21/3, Berlin (Allemagne)

Un sabotage incendiaire de câbles se produit aux abords de la gare de Berlin-Wuhlheide, provoquant de nombreux retards et annulations de trains sur la ligne régionale vers Francfort-sur-Oder, sur celle vers l'aéroport de la capitale, et aussi du trafic ferroviaire longue distance. Ce sabotage a été revendiqué par *Des activistes climatiques et anti-guerre pour le confinement économique de Tesla et DB-Tren Maya*, contre l'inauguration prévue le lendemain de l'usine Tesla (soit la plus grande usine de voitures électriques d'Europe), mais aussi contre la guerre en Ukraine avec la livraison de pétrole et charbon russe à l'Allemagne via des wagons-citernes, et en solidarité avec les opposants à la construction du *Tren Maya* au Mexique (ligne de chemin de fer de 1 500 km qui traversera la Péninsule du Yucatán), auquel cette même *Deutsche Bahn* est associée : « *L'irrespect des êtres humains, des autochtones et de notre terre est l'accélérateur d'une nécessaire révolution sociale mondiale. L'action directe est une mesure offensive contre le progrès de la destruction. Le blocage des processus économiques bien huilés est essentiel pour notre avenir à tous. La destruction de la terre est pour nous la conséquence d'une idéologie patriarcale qui veut assujettir la terre et qui s'étend comme un sillon de dévastation à travers la forêt tropicale, Grünheide et bien d'autres endroits. Les chemins de fer sont attaquables de multiples façons* ».

24/3, Athènes (Grèce)

Les Noyaux d'Action Antimilitariste revendiquent plusieurs actions incendiaires : le 2/3 contre une camionnette de l'entreprise de construction *Aktora* (sur les chantiers duquel plusieurs ouvriers ont trouvé la mort) ; le 4/3 contre l'entrée de la société *Kampakas GMC* lors duquel le rez-de-chaussée a été détruit (*Kampakas* conçoit et fabrique des pièces de rechange pour des véhicules blindés et des navires de guerre) ; le 9/3 contre une succursale de *Hedno* (l'équivalent grec d'Enedis) ; le 14/3 contre l'entrée des bureaux de la société *Atese* (spécialiste de communications électroniques et des logiciels de contrôle, de sécurité et de la gestion des « crises et situations à haut risque »).

La revendication revient sur l'opposition anarchiste et révolutionnaire à la guerre, à l'industrie militaire et à la paix des marchés.

28/3, Munich (Allemagne)

En Bavière, une vingtaine de vitres sont brisées vers 2h chez *KMPG*, entreprise de conseil utilisée notamment par l'armée allemande, et chez *TechConnect*, qui développe des logiciels pour des systèmes de missiles. Le slogan « *Sabotage war* » est retrouvé sur place.

Fin mars/début avril, Munich (Allemagne)

Fin mars dans l'est de Munich, plusieurs vitres de l'entreprise de logiciel *Philotech*, qui compte parmi ses clients toutes les sociétés d'armement allemandes bien connues, sont brisées. Quelques jours plus tard les fenêtres, les portes d'entrée et les vitrages de l'escalier sur deux façades ont été détruits dans deux bâtiments de l'entreprise *Infineon*, « *l'un des géants de la fabrication de semi-conducteurs et de puces. Non seulement Infineon compte de nombreuses sociétés de défense sur sa liste de clients, mais les semi-conducteurs sont essentiels aux plans d'un monde entièrement connecté* » comme on lit dans le communiqué de revendication, qui conclut : « *Contre leur guerre, contre leur paix. Attaquez les profiteurs de guerre ! Pour l'anarchie !* ».

3/4, Moscou (Russie)

Une attaque incendiaire détruit aux moins quatre véhicules appartenant à des membres du *Centre d'Opérations Spéciales* du *FSB*. L'attaque fait écho à d'autres, notamment l'incendie de voitures de soldats de la 95^{ème} Brigade à Gorelovo et de la 82^{ème} Brigade Radio à Vyazma.

13/4, Athènes (Grèce)

Le Noyau prolétarien Dimitris Christoulas revendique l'incendie criminel contre le bureau du parlementaire de droite Adonis Georgiadis, soulignant la responsabilité de ce politicien dans l'édification de mesures anti-pauvres et du renforcement du militarisme de l'État grec.

18/4, Belomestnoye (Russie)

Dans la région de Belgorod, à une trentaine de kilomètres de la frontière ukrainienne, le groupe *Anarchiste Combattant/Slobozhanshchina* revendique l'incendie d'une antenne-relais. « *L'attaque contre les tours de téléphonie mobile dans les zones frontalières cause non seulement des dommages économiques à la Fédération de Russie dans son ensemble (particulièrement importants suite aux sanctions et les difficultés de racheter de nouveaux équipements), mais perturbe également les communications entre la police et les forces militaires* » précise le communiqué.

18/4, Zubova Polyana (Russie)

Dans la région de Mordovie, un bureau d'enrôlement mi-

litaire est incendié aux molotovs vers 3h du matin. Les pièces (40 m²) où étaient stockées les données des recrues militaires ont été endommagées, plusieurs ordinateurs ont été détruits, un des bureaux entièrement incendié. C'est le cinquième bureau de ce type qui est attaqué depuis le début de la guerre contre l'Ukraine en mars, après ceux des régions de Voronej, Sverdlovsk, Ivanovo et Lkhovitsy (Moscou).

28/4, Leipzig (Allemagne)

Une antenne-relais exploitée par la *Deutsche Bahn* (SNCF allemande) située sur un tronçon ferroviaire « *utilisé pour des livraisons d'armes* » est incendiée. La *Deutsche Bahn* est régulièrement prise pour cible en Allemagne notamment pour les services logistiques qu'elle fournit à l'armée allemande et les forces de l'OTAN. « *Attaquer le militarisme ! Pour l'anarchie !* », conclut la revendication, tout en marquant sa solidarité avec les anarchistes touchés par une vague de perquisitions à Munich.

2/5, Moscou (Russie)

Sur la place de la Révolution près du monument à Karl Marx, molotov est lancé contre les véhicules anti-émeutes de l'OMON (forces spéciales du ministère de l'intérieur russe) qui sont généralement garés-là. Les flammes ont réussi à ronger l'un d'entre eux pendant plusieurs minutes avant d'être éteintes. Le protestataire contre la guerre a été arrêté.

3/5, Nijnevartovsk (Russie)

En Sibérie occidentale, des inconnus lancent deux molotovs contre l'entrée du bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire vers 3h30 du matin.

8/5, Tcherepovets (Russie)

Dans l'oblast de Vologda, deux inconnus ont lancé plusieurs molotovs contre les fenêtres du bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire. L'incendie a endommagé deux cadres de fenêtres et noircit la façade du bâtiment.

13/5, Omsk (Russie)

En Sibérie, des inconnus ont lancé plusieurs molotovs à travers les fenêtres du bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire. Deux fenêtres ont été brisées, et un des bureaux de 30 m² est parti en fumée, et avec lui de nombreuses archives.

11/5, Milan (Italie)

Un distributeur automatique de billets d'une agence de la banque *Intesa-San Paolo*, qui a de nombreux intérêts en Russie, est fracassé à coups de marteau. « *Il faut saboter la guerre en attaquant les capitalistes et les bellicistes ici* » dit notamment le communiqué solidaire avec les anarchistes incarcérés dans de nombreux pays.

15/5, Volgograd et Pronsk (Russie)

À Volgograd, un molotov vole dans le sous-sol d'un centre de recrutement militaire, où un incendie se déclare en consumant la pièce de 20 mètres carrés.

À Pronsk (région de Riazan), la porte et les fenêtres du

bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire part en fumée.

18/5, Shchelkovsky (Russie)

Dans la région de Moscou, deux molotovs volent à l'intérieur du bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire, dont les archives sont ravagées.

25/5, région de Moscou (Russie)

L'*Organisation de combat anarchiste-communiste* revendique le sabotage d'une voie ferrée sur un embranchement menant à une installation militaire de la 12e Direction principale du ministère russe de la Défense. La jointure de rails a été démontée, puis ces derniers ont été partiellement séparés, sans toutefois être « *certaines que cette disjonction des rails ait été suffisante pour faire dérailler le train* ».

27/5, Rome (Italie)

Dans un communiqué paru en juillet, des *Rebelles pour l'extinction de l'État et du capital* revendiquent l'incendie de 10 voitures en autopartage *Enjoy* appartenant à la société d'hydrocarbures *ENI*, et 4 autres endommagées par les flammes. « *Frapper ENI aujourd'hui signifie saboter la guerre en cours et agir concrètement pour faire payer les responsables directs de la situation d'instabilité climatique et environnementale que nous vivons* », précise notamment le texte solidaire avec différents anarchistes incarcérés.

28/5, Simferopol (Russie)

En Crimée, le bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire reçoit des molotovs.

31/5, Iasnogorsk (Russie)

Dans la région de Toula, un inconnu a brisé vers 4h du matin la fenêtre du bureau de recrutement militaire avec une hache avant d'y mettre partiellement le feu.

1/6, Hambourg (Allemagne)

Les vitres d'un site de l'entreprise d'armement *Thyssen-Krupp* volent en éclats. « *Non au bellicisme et aux entreprises d'armement – marquer, bloquer, saboter !* » suggère la revendication.

4/6, Komsomolsk-sur-Amour (Russie)

Dans la région de Khabarovsk, un opposant à la guerre incendie l'entrée du bureau local de la Rosgvard [garde nationale militaire russe] avec un bidon d'essence auquel il a mis le feu. L'homme a été arrêté par la suite.

22/6, Brême (Allemagne)

Jets de peinture et de pierres contre l'entreprise de logistique navale *BLG*, qui fournit des services à l'armée allemande et transporte des armements. « *Courage et force pour tous.tes ceux en résistance contre la guerre !* »

GUERRE A LA GUERRE GUERRE A LA GUERRE GUERRE A LA GUERRE

Perspectives anarchistes et internationalistes

Mars 2022



- p. 2 Contre la guerre et la mobilisation militaire - Notes préliminaires sur l'invasion de l'Ukraine
- p. 4 La guerre commence ici
- p. 6 A la brutalité de la guerre
- p. 8 Logiques de guerre
- p. 10 Le désespoir est obsolète
- p. 11 Fragments pour une lutte insurrectionnelle contre le militarisme et le monde qui en a besoin
- p. 18 La guerre commence ici : paralysons son infrastructure, là où nous le pouvons

SOMMAIRE DU N°1, MARS 2022 :

- Contre la guerre et la mobilisation militaire
- Notes préliminaires sur l'invasion de l'Ukraine
- La guerre commence ici
- À la brutalité de la guerre
- Logiques de guerre
- Le désespoir est obsolète
- Fragments pour une lutte insurrectionnelle contre le militarisme et le monde qui en a besoin
- La guerre commence ici : paralysons son infrastructure, là où nous le pouvons

